

BRÉSIL
LE RETOUR DES DÉMONS
DE LA DICTATURE

Politis

CINÉMA
UN PEUPLE ET SON ROI,
DE PIERRE SCHOELLER

N°1520 - DU 27 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 2018

M 03461 - 1520S - F. 3,30 €



SOLIDAIRES

*150 personnalités publient
un manifeste pour l'accueil
des migrants*



n°1520
du 27 septembre au
3 octobre 2018

Politis

Pour être informé de l'actualité
de Politis, inscrivez-vous
à notre lettre d'info gratuite



PATRICK PIPO



VINCENT RICHARD



ARNAUD BAUMANN

Les visages de la semaine : Mônica Benício / Joan W. Scott / Catherine Weil-Sinet

4 | ÉVÉNEMENT

MANIFESTE POUR L'ACCUEIL DES MIGRANTS

Entretien avec Michel Toesca,
réalisateur de *Libre* - Cédric Herrou
en tournée solidaire

10 | À PROPOS

11 | SEMAINE

Un ex-Président ne devrait pas dire ça -
Le Labour, le vent en poupe - Assurance
chômage : négocié sous contraintes ? -
« Enlysée », pour les derniers de cordée
- Les sportifs refusent d'être mis KO

15 | ANALYSE

Au Brésil, le retour des démons
de la dictature - Entretien avec Mônica
Benício

18 | ANALYSE

Services publics : comment l'État
se disrute lui-même.

14 | LA CHRONIQUE ECO – 23 | MOTS CROISÉS – 25 | DE BONNE HUMEUR

La semaine prochaine Réchauffement climatique : « On n'attend plus les États »

ABONNEMENTS P.31

Couverture une : Marcos Moreno/AFP | Couverture vignette : Loïc Venance/AFP
Photo D. Sieffert : Ève Morcrette | Photo P. Amirshahi : Mathieu Delmestre
Conception graphique et logo : Laurent Laborie avec Adrien Chacon
Caractères utilisés en pages Semaine : Faune, Alice Savoie/Cnap

Politis
2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
www.politis.fr / redaction@politis.fr

Abonnements Politis :
Service Abonnement
12, rue du Cap-Vert 21800 Quetigny
Tél. : 03 80 48 95 36
Fax : 03 80 48 10 34
Courriel : abonnement@politis.fr

Fondateur : Bernard Langlois
Politis est édité par :
Politis, société par actions simplifiée
au capital de 375 238 euros.
Président, directeur de la publication :
Denis Sieffert
Directeur : Pouria Amirshahi
Directeur délégué : Laurent Laborie
Rédacteur en chef : Gilles Wullus
Rédacteurs en chef adjoints : Thierry Brun,
Christophe Kantcheff, Michel Soudais (web)
SGR : Pascale Bonnardel



RETROUVEZ POLITIS
chaque jeudi à 10 h 05
sur Radio Orient (multidiffusion)
et sur Internet.

Conseil Distribution-Diffusion : K.D.
Tél. : 01 42 46 02 20 www.kdpresse.com
Un site de Presstalis indique également
où trouver Politis : www.trouverlapresse.com
N° de commission paritaire : 0122C88695
ISSN : 1290-5550
Impression : Rivet Presse Édition
BP 1977, 87022 Limoges Cedex 9
Imprimé sur papier certifié PEFC



HORS-SÉRIE
OCTOBRE - NOVEMBRE 2018



Il ne pouvait pas y avoir de
sujet plus évident pour ce
dossier élaboré en commun
par le journal en ligne
Orient XXI et l'hebdomadaire
Politis que l'histoire sans fin de
ce conflit judéo-arabe devenu
israélo-palestinien.

**Une histoire qui dépasse
de beaucoup les frontières
du Proche-Orient et ne
cesse de produire ses
effets dévastateurs, de
racisme et de haine, jusque
dans nos régions.**

EN VENTE ACTUELLEMENT



Une honte française

Décidément, le gouvernement français ne se grandit pas dans l'interminable feuilleton de l'*Aquarius*. Après Matignon, c'est le ministre des Finances, Bruno Le Maire, qui, mardi, a dit « non » au navire humanitaire dont l'équipage demandait le droit d'accoster à Marseille. Nos ministres, en toute mauvaise foi, continuent d'annoncer le même refrain : c'est au pays le plus proche d'accueillir les migrants. En l'occurrence, l'Italie. Point besoin de droit ou de politique européenne, c'est la géographie qui gouverne ! Paris feint d'ignorer qu'une extrême droite xénophobe est au pouvoir à Rome ou, pire encore, lui confère une détestable légitimité en imitant sa politique. Mais la guéguerre avec l'Italie n'est pas la principale motivation du gouvernement français. La volonté de flatter une partie de l'opinion sensible à la propagande de Marine Le Pen et de Laurent Wauquiez pèse davantage dans ce comportement sans principes.

Dans cette situation, il faut saluer une fois de plus le courage des humanitaires qui ne renoncent pas dans l'adversité. Les soutenir est l'objectif de l'appel que nous publions cette semaine. Car ce n'est plus seulement que des ONG doivent se substituer à la défaillance des États, elles doivent aussi résister à leurs attaques. La dernière en date étant la décision de Panama, sous pression de l'Italie, de retirer pavillon et immatriculation à l'*Aquarius*. L'humanitaire devient ainsi illégal. Matteo Salvini fait la loi en Europe, et la France s'y conforme. Triste bilan. C'est donc peu dire que l'Europe va mal et qu'elle n'incarne pas les grands principes dont elle se réclame les jours de fête. Mais à New York, c'est un autre épisode de la désagrégation de la communauté internationale qui se joue actuellement. L'Assemblée générale de l'ONU a des allures de fin d'époque. Non seulement il n'y a rien à espérer qui puisse nous rapprocher de la paix en Syrie, au Yémen ou en Libye, mais c'est un discours de guerre, celui de Donald Trump contre l'Iran, qui devait dominer les

débats. Comme jadis la Société des Nations, l'ONU est née du beau rêve kantien de « paix perpétuelle ». Mais ce sont toujours les chimères d'après-guerre. Le « plus jamais ça ! » est aussi crédible qu'une promesse d'ivrogne. Comme son ancêtre, l'ONU semble aujourd'hui condamnée. Non par une guerre mondiale, mais par une multiplication de

Le Panama, sous pression de l'Italie, vient de retirer pavillon et immatriculation à l'*Aquarius*. L'humanitaire devient ainsi illégal. Matteo Salvini fait la loi en Europe, et la France s'y conforme. Triste bilan.

conflits apparemment sans issue. La SDN, qui avait promis le désarmement, a fini dans l'invasion de la Mandchourie par les Japonais, et sous les bombes de la Luftwaffe.

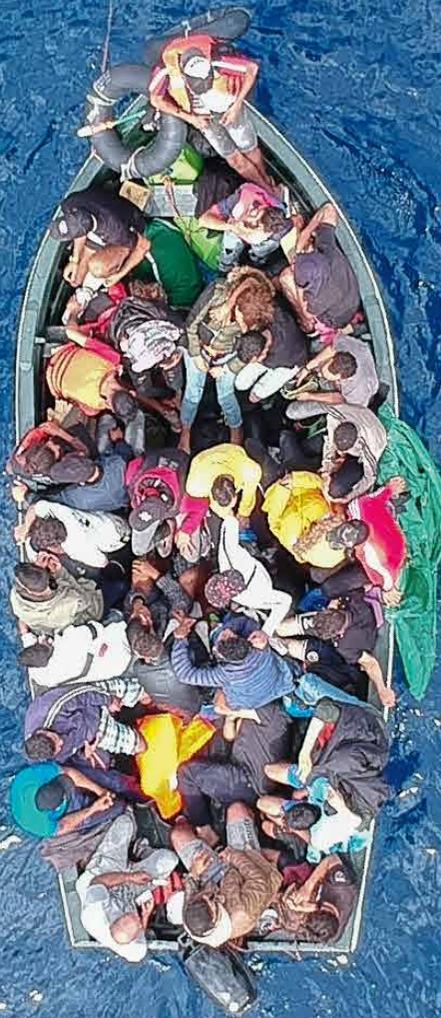
L'ONU agonise au Moyen-Orient. Signe de la maladie qui l'emporte, les chefs d'État des deux pays les plus peuplés du monde, le Chinois et l'Indien, n'ont même pas jugé utile de faire le voyage. Pas plus que le président russe, impliqué dans quelques-uns des conflits les plus sanglants de la planète. Avec son « *America first* », le président américain – bien présent, lui – est l'inquiétant représentant de ce que Bertrand Badie appelle « *l'archéo-souverainisme* » (1). Il forme avec Vladimir Poutine un attelage paradoxal. Le premier est proche des suprémacistes blancs, le second a ressourcé son pouvoir dans l'encens d'une Église orthodoxe moyenâgeuse. Ces deux-là se livrent une guerre commerciale sans merci, tout en partageant fondamentalement la même vision du monde. Si le président

américain allonge tous les jours la liste noire des entreprises et des personnalités russes avec lesquelles toute transaction est interdite, c'est beaucoup pour se dédouaner d'une trop grande proximité idéologique avec le maître du Kremlin, auquel il doit sans doute son élection. Il pousse le zèle jusqu'à inscrire sur la liste des bannis l'officine russe Internet Research Agency, accusée d'avoir diffusé de la propagande en sa faveur pendant la campagne électorale de 2016...

Au Moyen-Orient, l'un soutient toujours, en Syrie, la plus sanglante des dictatures ; tandis que l'autre, par Arabie saoudite interposée, provoque au Yémen l'une des plus graves catastrophes humanitaires de notre époque, où la famine s'ajoute aux bombes saoudiennes. Quant au conflit israélo-palestinien, il illustre depuis soixante-dix ans l'impuissance de l'ONU. Plus de deux cents résolutions sont restées lettres mortes ou se sont heurtées au veto américain. Ce conflit est comme une apologie de la force contre le droit. Et il est, quoi qu'on en dise, plus que jamais central. Trump ne militerait pas rageusement pour déstabiliser l'Iran, si ce n'était une « commande » israélienne (2). Dans ce monde de brutes, le « multilatéralisme » dont Emmanuel Macron se prétend l'apôtre paraît aussi sympathique que dérisoire. Mais ce n'est qu'une posture si l'on n'oppose pas aux « archéo-souverainistes » une autre conception sociale. Toute la politique du président français va en sens inverse. Voilà pourquoi son discours peut toujours provoquer les applaudissements, il sonne creux. On a le sentiment, face à ce sombre tableau, que les sociétés civiles, les ONG, les humanitaires sont amenés à jouer de plus en plus les premiers rôles. Là est l'espoir.

(1) Quand le Sud réinvente le monde, Bertrand Badie, La Découverte, à paraître le 4 octobre.

(2) On ne saurait trop recommander à nos lecteurs le hors-série que nous publions avec nos amis d'Orient XXI : « Israël-Palestine, une si longue histoire ». En vente, ce 27 septembre.



Honneur et fraternité

Un engagement pour une cause est souvent affaire de passion. Là, c'est surtout une affaire de raison. Et de principe. Avec Mediapart et *Regards*, *Politis*, fidèle à son histoire, publie l'engagement de personnalités qui sonnent l'alerte des consciences. Les migrants seront de plus en plus nombreux dans les prochaines décennies. Le réchauffement climatique, l'appauvrissement des terres, les monocultures intensives, la raréfaction de l'eau vont produire leurs effets – à commencer par des guerres – avant que les choses s'améliorent... si les États s'en donnent les moyens. Ce qui, à cette heure, est loin d'être acquis.

Pour échapper au pire, pour tenter de vivre, ils sont nombreux à migrer. L'immense majorité, vers des régions ou pays voisins. Mais quelques-uns, souvent les plus jeunes, tentent le tout pour le tout. S'ils ne sont pas capturés et réduits en esclavage par quelque mafia de Tripoli, beaucoup coulent en pleine mer ; les autres accostent en Europe, humiliés. Nos gouvernants les regardent mourir, la plupart de nos politiques esquivent. On dit qu'il faut agir sur les causes – certes, nous plaçons depuis trente ans –, mais en attendant, pas de demi-mesures : il faut secourir et accueillir. On dit qu'à leur malheur ils ajoutent à celui des

autres car, devenus aubaine pour de cyniques patrons, ils tireraient salaires et protection sociale vers le bas. Pas de demi-mesures : régularisons-les. Les Justes existent. Anonymes ou officiels, ils disent leur fidélité à nos principes révolutionnaires français, à commencer par la fraternité. *Politis* prend sa part et va reverser une partie de chaque nouvel abonnement à l'association Roya citoyenne (lire page 9). Elle, et d'autres, sauvent l'honneur de tous. Ce manifeste est un appel à agir : sauver, tendre la main. N'en déplaise aux Le Pen et autres Zemmour. Malgré la dernière loi asile et immigration.

Pouria Amirshahi, directeur de *Politis*

MANIFESTE

Pour l'accueil des migrants

LES 150 SIGNATAIRES

Christophe Aguiton, sociologue - **Christophe Alévêque**, humoriste et auteur - **Pouria Amirshahi**, directeur de *Politis* - **Ariane Ascaride**, comédienne - **Jean-Christophe Attias**, universitaire - **Geneviève Azam**, économiste - **Bertrand Badie**, politiste - **Sébastien Bailleul**, DG du CRID - **Josiane Balasko**, comédienne - **Étienne Balibar**, philosophe - **Ludivine Bantigny**, historienne - **Pierre-Emmanuel Barré**, auteur, humoriste - **Lauren Bastide**, journaliste, féministe - **Christian Baudelot**, sociologue - **Edmond Baudoin**, auteur, dessinateur de BD - **Alex Beaupain**, auteur, compositeur, interprète - **François Bégaudeau**, écrivain - **Yassine Belattar**, humoriste - **Hourya Bentouhami**, philosophe - **Alain Bertho**, anthropologue - **Pascal Blanchard**, historien - **Romane Bohringer**, comédienne - **Benôit Borritz**, chercheur militant - **Alima Boumediene-Thiery**, avocate - **Rony Brauman**, médecin, cofondateur de MSF - **Michel Broué**, mathématicien - **Valérie Cabanes**, juriste internationale - **Hélène Cabioc'h**, présidente de l'Ipam - **Julia Cagé**, économiste - **Robin Campillo**, réalisateur - **Aymeric Caron**, écrivain, journaliste - **François Chaignaud**, chorégraphe - **Patrick Chamoiseau**, écrivain - **Paul Chemetov**, architecte - **Monique Chemillier-Gendreau**, juriste - **Mouhieddine Cherbib**, Respect des libertés - **Jean-Louis Cohen**, historien - **Cristel Cornil**, enseignante-chercheuse - **Marie Cosnay**, écrivaine - **Annick Coupé**, syndicaliste - **Alexis Cukier**, philosophe - **Jocelyne Dakhlia**, historienne - **Jean-Michel Daquin**, architecte - **Françoise Davisse**, réalisatrice - **Philippe de Botton**, président de Médecins du monde - **Laurence De Cock**, historienne, Fondation Copernic - **Catherine de Wenden**, politologue - **Christine Delphy**, féministe - **Christophe Deltombe**, président de la Cimade - **Rokhaya Diallo**, journaliste, écrivaine - **Georges Didi-Huberman**, philosophe - **Bernard Dréano**, président du Cedetim - **Michel Dru**, anesthésiste réanimateur - **Françoise Dumont**, présidente d'honneur de la LDH - **Annie Ernaux**, écrivaine - **Éric Fassin**, sociologue, anthropologue - **Corentin Fila**, comédien - **Geneviève Fraisse**, philosophe - **Bernard Friot**, économiste, philosophe - **Isabelle Garo**, philosophe - **Amandine Gay**, réalisatrice - **Raphaël Glucksmann**, essayiste - **Robert Guédiguan**, réalisateur - **Nacira Guénif**, sociologue, anthropologue - **Janette Habel**, politologue - **Jean-Marie Harribey**, économiste - **Serge Hefez**, psychanalyste - **Cédric Herrou**, militant associatif - **Christophe Honoré**, réalisateur - **Eva Husson**, réalisatrice - **Thierry Illouz**, auteur, avocat pénaliste - **Pierre Jacquemain**, rédacteur en chef de *Regards* - **Geneviève Jacques**, militante associative - **Chantal Jaquet**, philosophe - **Juliette**,

Partout en Europe, l'extrême droite progresse. La passion de l'égalité est supplantée par l'obsession de l'identité. La peur de ne plus être chez soi l'emporte sur la possibilité de vivre ensemble. L'ordre et l'autorité écrasent la responsabilité et le partage. Le chacun pour soi prime sur l'esprit public.

Le temps des boucs émissaires est de retour. Oubliées au point d'être invisibles, la frénésie financière, la ronde incessante des marchandises, la spirale des inégalités, des discriminations et de la précarité. En

« Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite. »

dépît des chiffres réels, la cause de nos malheurs serait, nous affirmerait-on, dans la « pression migratoire ». De là à dire que, pour éradiquer le mal-être, il suffit de tarir les flux migratoires, le chemin n'est pas long et beaucoup trop s'y engage de fait.

Nous ne l'acceptons pas. Les racines des maux contemporains ne sont pas dans le déplacement des êtres humains, mais dans le règne illimité de la concurrence et de la gouvernance, dans le primat de la finance et dans la surdité des technocraties. Ce n'est pas la main-d'œuvre immigrée qui pèse sur la masse salariale, mais la règle de plus en plus universelle de la compétitivité, de la rentabilité, de la précarité.

Il est illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et a fortiori interrompre les flux migratoires. À vouloir le faire, on finit toujours par être contraint au pire. La régulation devient contrôle policier accru, la frontière se fait mur. Or la clôture produit,

inéluçtablement, de la violence... et l'inflation de clandestins démunis et corvéables à merci. Dans la mondialisation telle qu'elle se fait, les capitaux et les marchandises se déplacent sans contrôle et sans contraintes ; les êtres humains ne le peuvent pas. Le libre mouvement des hommes n'est pas le credo du capital, ancien comme moderne.

Dans les décennies qui viennent, les migrations s'étendront, volontaires ou contraintes. Elles toucheront nos rivages, et notre propre pays, comme aujourd'hui, aura ses expatriés. Les réfugiés poussés par les guerres et les catastrophes climatiques seront plus nombreux. Que va-t-on faire ? Continuer de fermer les frontières et laisser les plus pauvres accueillir les très pauvres ? C'est indigne moralement et stupide rationnellement. Politique de l'autruche... Après nous le déluge ? Mais le déluge sera bien pour nous tous !

Il ne faut faire aucune concession à ces idées, que l'extrême droite a imposées, que la droite a trop souvent ralliées et qui tentent même une partie de la gauche.

Nous, intellectuels, créateurs, militants associatifs, syndicalistes et citoyens avant tout, affirmons que nous ne courberons pas la tête. Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite. La migration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage. La liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour les immigrés présents dans les pays d'accueil sont des droits fondamentaux de l'humanité.

Nous ne ferons pas à l'extrême droite le cadeau de laisser croire qu'elle pose de bonnes questions. Nous rejetons ses questions, en même temps que ses réponses. ■

chanteuse, parolière, compositrice - **Gaël Kamilindi**, pensionnaire de la Comédie-Française - **Pierre Khalifa**, syndicaliste, coprésident de la Fondation Copernic - **Cloé Korman**, écrivaine - **Bernard Lahire**, professeur de sociologie à l'ENS de Lyon - **Nicole Lapierre**, anthropologue et sociologue - **Mathilde Larrère**, historienne - **Henri Leclerc**, président d'honneur de la LDH - **Raphaël Liogier**, sociologue, philosophe - **Isabelle Lorand**, chirurgienne - **Germain Louvet**, danseur étoile de l'Opéra de Paris - **Gilles Manceron**, historien, LDH - **Philippe Mangeot**, enseignant - **Patrice Maniglier**, philosophe - **Philippe Marlière**, politologue - **Roger Martelli**, historien, directeur de la publication de *Regards* - **Christiane Marty**, ingénieure-chercheuse, Fondation Copernic - **Corinne Masiero**, comédienne - **Gustave Massiah**, altermondialiste - **Nicolas Maury**, comédien - **Marion Mazauric**, éditrice - **Caroline Mecary**, avocate - **Philippe Meirieu**, pédagogue - **Phia Ménard**, jongleuse, performeuse, metteur en scène - **Céline Meresse**, présidente du CICP - **Guillaume Meurice**, auteur, humoriste - **Pierre Micheletti**, médecin, écrivain - **Jean-François Mignard**, secrétaire général de la LDH - **Véronique Nahoum-Grappe**, anthropologue - **Stanislas Nordey**, directeur du Théâtre national de Strasbourg - **Ludmila Pagliero**, danseuse étoile à l'Opéra de Paris - **Willy Pelletier**, sociologue, Fondation Copernic - **Nora Philippe**, auteure, réalisatrice - **Thomas Piketty**, économiste - **Edwy Plenel**, journaliste, président et cofondateur de Mediapart - **Emmanuel Poilane**, président du CRID - **Thomas Porcher**, économiste - **Didier Porte**, humoriste - **Mathieu Potte-Bonneville**, philosophe - **Olivier Py**, auteur, metteur en scène et directeur du Festival d'Avignon - **Bernard Ravenel**, historien - **Éric Reinhardt**, écrivain - **Prudence Riff**, co-présidente du FASTI - **Michèle Riot-Sarcey**, historienne - **Vanina Rochiccioli**, présidente du Gisti - **Paul Rodin**, directeur délégué du festival d'Avignon - **Marguerite Rollande**, politologue spécialiste du Maghreb - **Alexandre Romanès**, cirque Romanès - **Délia Romanès**, cirque Romanès - **Paul Rondin**, directeur délégué du Festival d'Avignon - **Alain Ruscio**, historien - **Malik Salemkour**, président de la LDH - **Sarah Salsesse**, avocate - **Christian Salmon**, écrivain - **Odile Schwartz-Favrat**, ex-présidente de la Fasti - **Denis Sieffert**, président de la SAS Politis - **Catherine Sinet**, directrice de la rédaction de *Siné Mensuel* - **Romain Slitine**, enseignant à Sciences Po - **Pierre Tartakowsky**, président d'honneur de la LDH - **Lilian Thuram**, fondation Lilian Thuram-Éducation contre le racisme - **Sylvie Tissot**, sociologue - **Michel Toesca**, acteur, réalisateur - **Marie Toussaint**, militante associative, présidente de Notre affaire à tous - **Assa Traoré**, comité Adama - **Enzo Traverso**, historien - **Catherine Tricot**, architecte - **Aurélien Trouvé**, altermondialiste, agronome - **Fabien Truong**, sociologue - **Michel Tubiana**, président d'honneur de la LDH - **Dominique Vidal-Sepiña**, journaliste - **Jean Vigreux**, historien - **Thierry Vila**, écrivain - **Arnaud Viviant**, écrivain, critique littéraire - **Sophie Wahnich**, historienne - **Jacques Weber**, comédien - **Serge Wolikow**, historien

ORGANISATIONS DE SOUTIEN

Assemblée citoyenne des Originaires de Turquie, Auberge des migrants, Baam, CCFD-Terre solidaire 93, Cedetim, CICP, la Cimade, Coalition internationale des sans-papiers et migrants, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, Coordination 75 des sans-papiers, Coordination 92 des sans-papiers, Coordination 93 des sans-papiers, Droits ici et là-bas (DIEL), Fasti, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives, Gisti, Initiatives pour un autre monde, Ligue des droits de l'homme, Roya citoyenne, Syndicat des avocats de France, Union juive française pour la paix (UJFP), Utopia 56

« Chaque citoyen peut se saisir des lois »

Réalisateur de *Libre*, **MICHEL TOESCA** a filmé Cédric Herrou et tous ceux qui accueillent les migrants dans la vallée de la Roya, à la frontière italienne.

Ingrid Merckx

LAURENT CARRÉ



Michel Toesca
Réalisateur.

Libre a tourné dans les cinémas avant sa sortie en salle le 26 septembre. Cédric Herrou, un des personnages principaux, et Michel Toesca, son réalisateur, ont organisé des rencontres pour parler de l'accueil des migrants (lire pages suivantes). Nouvelle étape d'une action dans laquelle le cinéaste de *The Village et de Démocratie zéro6* – qui habite la vallée de la Roya et est ami avec Cédric Herrou depuis dix ans – est partie prenante. Derrière cet agriculteur devenu une figure de la solidarité avec les migrants, Michel Toesca entend parler de tous ceux qui aident, qui choisissent d'accueillir.

Le film oscille entre l'ordinaire et l'extraordinaire. Est-ce que l'extraordinaire commence quand quelqu'un se présente à la porte, a fortiori une petite porte perdue dans les montagnes au milieu des oliviers ?

Michel Toesca : Dans la Roya, les migrants arrivent en tongs et en T-shirt, ils ont froid et ne parlent pas un mot de français. Ils pensent être en direction de Paris... Le simple fait qu'ils se retrouvent dans cette vallée est déjà extraordinaire. Un mois ou deux auparavant, ils étaient en Libye, pour ceux qui viennent du Darfour et d'Érythrée. Chez Cédric, mais aussi chez d'autres, car ils sont plusieurs à agir comme Cédric, c'est le premier endroit de leur périple où ils se sentent enfin un peu accueillis. Épuisés, ils se posent et dorment. Puis ils appellent leur famille. Après seulement ils mangent quelque chose et récupèrent vite. Ils n'ont pas l'intention de rester, car ils sont dans la dynamique du voyage. Tous font preuve d'une énergie incroyable, qui nous pousse à réfléchir à des conditions de vie – au Darfour, en Érythrée ou au Tchad – dont nous ignorons tout. Le désir d'aller construire sa vie ailleurs, enfin, est quelque chose d'extraordinaire qui interroge les vies que nous menons.

Racontent-ils spontanément leur trajet ?
J'ai commencé à tourner *Libre* en avril 2015 à Vintimille, avant que les migrants n'arrivent

dans la Roya. J'ai rencontré des personnes qui dormaient sur la plage, dans les rochers ou à la gare. J'ai observé ce qui se passait, le travail des associations, notamment celui des No Borders. Sans caméra. Quand le pape est allé à Lesbos en 2015, il a ramené six familles de Syriens au Vatican. Dans l'avion du retour, il a tenu une conférence de presse prônant une politique d'accueil incroyable. Une partie de l'Église catholique s'est alignée. L'évêque et le prêtre de Vintimille ont ouvert une église où ils ont hébergé jusqu'à 2 000 personnes. C'est là que j'ai commencé à filmer.

Un migrant m'a dit : « *Je vais te raconter mon histoire.* » Puis un autre. Je ne savais pas encore que j'en ferais un film, mais je leur disais : « *C'est important que les gens sachent d'où vous venez, pourquoi vous êtes là.* » À l'époque, beaucoup aidaient les migrants en France et en Italie. Mais personne ne savait ce qui était légal ou pas. Chacun agissait dans la clandestinité, le plus discrètement possible. Un jour, Cédric, avec qui je suis ami depuis dix ans, m'a dit : « *Tu sais, des migrants, j'en ai chez moi aussi. Viens voir.* » J'ai filmé où j'allais. En rencontrant aussi des accueillants, j'ai pris conscience que je n'avais pas vu beaucoup de films sur l'accueil. J'ai décidé de centrer le mien sur le sujet.

Comment la maison de Cédric est-elle devenue un lieu d'étape ?

Cédric Herrou habite une des premières maisons de Breil-sur-Roya, un kilomètre avant le village. Des migrants empruntaient le sentier qui bifurque vers chez lui parce qu'ils remontaient la voie ferrée. Il vit modestement. Les gens qui accueillent font avec ce qu'ils ont. Ça s'est su que le lieu était accueillant. On a rencontré des Érythréens qui avaient ses coordonnées GPS !

Ce qui est frappant dans le film, notamment dans le face-à-face avec les représentants de la préfecture, c'est à quel point Cédric Herrou assume ce qu'il fait. Cette transparence, c'est presque une arme ?

L'homme qui fait face à Cédric Herrou, dans cette scène, c'est François-Xavier Lauch, directeur de cabinet de la préfecture. Aujourd'hui, il est chef de cabinet d'Emmanuel Macron. Cédric Herrou dit ce qu'il fait, parce qu'il trouve que c'est juste et qu'il est dans son droit. Il a d'ailleurs été condamné pour avoir dit au *New York Times* : « *J'aide des gens à passer la frontière.* »

Et le face-à-face tourne à l'affrontement loi contre loi...

Au début du film, Cédric Herrou dit : « *Je fais confiance à la justice.* » Après sa condamnation à Aix, à l'été 2017, il déclare : « *Je croyais que la justice était indépendante.* » Quand, le 6 juillet 2018, le Conseil constitutionnel consacre le principe de fraternité, il donne raison à Cédric et confirme sa position de départ. Il y a les lois de la République, et des gouvernements qui ne sont que locataires de cette République. Plusieurs personnes, dans la Roya, pensent que les lois de la République sont bonnes pour tous et que chaque citoyen peut s'en saisir.

En mer comme en montagne, c'est une tradition de porter secours. Cédric Herrou répond-il à cette loi ?

L'esprit de la Roya, c'est un peu un mythe. Les Cédric Herrou n'y sont pas majoritaires. La loi de la montagne, on la trouve peut-être plus haut, vers Briançon, où des moniteurs de ski et des pisteurs ont sauvé des vies. J'ai rencontré des Bretons non marins qui ont accueilli comme nous dans la Roya. C'est la rencontre qui entraîne l'accueil, le fait que les gens arrivent dans notre jardin, devant notre porte. Soit on tourne la tête, soit on accueille.

Avez-vous affronté des réticences fortes ?

Oui. Il y a même un journal monarchiste d'extrême droite édité par un certain Rodolphe Crevelle, un type plutôt cultivé, qui a écrit des choses affreuses : par exemple, que Cédric faisait cela pour de l'argent ou pour s'offrir de jolies Érythréennes. Beaucoup y ont cru. J'ai tourné avec eux. Ils finissent par dire : « *Nous, on ne sait pas ce qui se passe vraiment...* », par ignorance, bêtise, ou pour se rassurer devant un mec aussi honnête. Nous ne sommes pas tous des Herrou. Les gendarmes, par exemple, doivent respecter les ordres. Mais quelques-uns confient : « *On n'est pas là pour faire de la chasse aux Noirs !* »

Vous n'avez pas eu envie de montrer ces autres réactions ?

Mon premier film durait quatre heures et demie : il montrait d'autres aidants et des gens opposés à l'accueil. Mais j'avais envie de faire un film sur pourquoi et comment les gens aident. La question du timing et de la narration s'est posée. Cédric a un aplomb, une droiture et une honnêteté qui en font un beau personnage de cinéma. Il est comme ça dans la vie. Je n'ai pas voulu faire de lui un héros. Quand nous sommes retrouvés avec 200 migrants dans la montagne, nous » p.8



LAURENT CARREZ/JOUR 2 FÊTE

L'accueil sous les oliviers de l'agriculteur Cédric Herrou.

Au-delà de la Roya

Libre est un documentaire aux allures de western, filmé par un cinéaste qui a fait de sa caméra un objet de l'action.

≡ Ingrid Merckx

La caméra remonte en plan large de la surface de la grande bleue jusqu'aux cimes alpines. Il y a de l'espace, de l'air, de la grandeur... et des chemins qu'empruntent des migrants fuyant des désastres en direction de Paris jusqu'à se perdre dans la vallée de la Roya. Enclave montagnarde entre la France et l'Italie, zone frontière.

C'est là, depuis 2015, que se joue un affrontement entre les forces de l'ordre, qui ont pour mission de repousser les migrants en Italie, et des habitants qui ont accueilli, hébergé, nourri, transporté en voiture et accompagné à pied des migrants de passage. Une sorte de western ultra-contemporain opposant des lois sécuritaires et des dispositifs défilants à la loi de justes, qui refusent simplement de ne pas porter secours à qui frappe à leur porte.

Parmi eux, Cédric Herrou, devenu une figure de la solidarité avec les migrants et l'homme à surveiller. Pas un héros, mais un agriculteur qui vit modestement et seul entre ses oliviers et ses poules, et se retrouve avec des enfants dans les bras au milieu de familles

démunies arrivant du Darfour, d'Érythrée ou du Tchad, des habitants de la vallée, des représentants d'associations, des soignants, à incarner le combat qu'ils estiment légitime.

Dans le carré de rondins devant chez lui, au squat des Lucioles, dans le noir ou en pleine lumière, devant le tribunal, dans les montagnes survolées par des hélicoptères, il crève l'écran, Cédric Herrou, avec ses lunettes rondes, sa voix posée, son humanité et son humour. Sa capacité à assumer prend la valeur d'une arme d'autant plus puissante qu'elle est partagée par d'autres autour de lui.

C'est une force pacifique que Michel Toesca filme de l'intérieur. Acteur et témoin, le cinéaste enregistre des récits et des gestes de migrants et d'accueillants. Il montre des images de ces actions extraordinaires menées dans un ordinaire perturbé. Elles s'inscrivent dans l'histoire et font date, changeant la vie de ceux qui y participent et, espère-t-il, de ceux qui les découvrent. Parce qu'elle continue, cette histoire, au-delà du film et de la Roya, partout. ●

C'est une force pacifique que Michel Toesca filme de l'intérieur.

Libre,

Michel Toesca, 1 h 40.

p.7 » avons été pris de court, à quatre, sans associations. On avait déclaré tous les noms pour les accompagner à la préfecture, mais quand nous sommes arrivés à la gare, le train était bloqué par les forces de l'ordre. On a décidé d'aller à Nice à pied. Les choses se sont faites comme ça, sans mise en scène. J'ai filmé le cœur de l'action.

Vous intervenez oralement dans le film...

J'étais partie prenante depuis le début. J'ai participé aux actions avec et sans caméra. J'étais autant acteur que réalisateur. J'ai eu envie de l'assumer. Je ne suis pas militant, Cédric non plus. On défend une cause mais on n'obéit à aucun mot d'ordre. *Libre* est un film politique, citoyen, anarchiste au sens où on fait ce qui nous semble juste dans un territoire qui est le nôtre. Et, si on nous dit le contraire, nous nous battons pour faire entendre notre point de vue.

À mesure que le film avance, le combat se déplace vers Briançon. L'État a réussi à limiter l'accès à la Roya ?

Après le procès en appel, il y a eu des renforts militaires et policiers chez Cédric. Ils lui ont mis une pression énorme avec quatre postes d'observation vingt-quatre heures sur vingt-quatre et un *check-point* pendant deux ans. Ils attendaient un faux pas. Cette opération a coûté une fortune à l'État. Imagine-t-on pareille somme utilisée pour l'accueil ? La route a été rouverte vers Menton. Les Italiens ont placé des militaires à la frontière. Les migrants ont vite transmis l'information.

Qui est cette infirmière qui s'est mise à soigner les migrants qu'elle croisait au bord des routes ?

Isabelle a été infirmière en bloc opératoire et en situation d'urgence. Elle savait faire face. Au début, elle était seule à soigner les migrants. Puis cinq infirmières et deux médecins l'ont rejointe. Médecins du monde a chapeauté l'ensemble, mais ces professionnels étaient marginaux. Un jour, nous avons conduit un homme blessé dans un cabinet. C'était une urgence, mais l'un des médecins a refusé de le voir en nous jetant : « *Partez ou j'appelle les flics.* »

Comment votre film a-t-il été reçu à Cannes ?

Le gouvernement a pesé de tout son poids pour le faire déprogrammer, en vain. Thierry Frémaux, délégué général du festival, nous a confié qu'il n'avait jamais subi de telles pressions, en ajoutant : « *Au moins, le Festival de Cannes sert à quelque chose.* » *Libre* était diffusé en séance spéciale, avec des films de Wim Wenders et de Wang Bing, pour qui j'ai énormément d'estime.

Quand nous avons monté les marches, il y avait des policiers partout, qui ont inspecté les voitures. Ils avaient peur d'un happening, qu'on profite de l'ultramédiatisation. La salle était comble, on a dû refuser du monde. Nous avons été applaudis plus d'un quart d'heure, debout. ●



LAURENT CARREZ/JOUR 2 FÊTE

Cédric Herrou en tournée solidaire

REPORTAGE

L'agriculteur a présenté *Libre* en avant-première à Saint-Étienne, terre d'accueil de longue date.

≡ Vanina Delmas

Deux voitures de police attendent devant le cinéma Le Méliès Saint-François. Les badauds s'interrogent. Les cinéphiles du jour savent pourquoi les forces de l'ordre veillent : ce mardi soir, Cédric Herrou est à Saint-Étienne pour présenter le film *Libre*, qui montre son combat pour aider les migrants dans la vallée de la Roya. Quelques jours auparavant, l'agriculteur a été légèrement enfariné à Valence par quelques anti-migrants. « *Ce n'était pas grand-chose. Ce n'est pas donné à tout le monde de réussir une action de désobéissance civile, on peut leur apprendre* », glisse Cédric Herrou, taquin, avant d'aller saluer les 350 spectateurs du soir.

Le cinéma fait salle comble, comme ce fut le cas à Rennes, Tours, Bourg-en-Bresse, Nantes... sauf dans les Alpes-Maritimes, où

seule une salle d'Antibes a projeté le film. « *C'est quand même une preuve qu'on n'est pas si minoritaires que ça en France* », glisse un spectateur. Ce « on », ce sont les milliers de citoyens solidaires des migrants dans l'Hexagone.

Fin de séance. *Standing-ovation*. Les participants ont été tantôt émus aux larmes, tantôt révoltés, indignés, mais aussi admiratifs. Cédric Herrou incarne définitivement l'antihéros, qui leur ressemble un peu mais pas tout à fait. Tous ont suivi ses déboires avec la justice depuis son arrestation à la gare de Cannes en 2017 (1). Depuis cet été, son contrôle judiciaire est allégé : il peut notamment retourner en

Italie, mais seulement pour des raisons professionnelles. « *J'aime bien les procès, rigole-t-il. Je n'en ai pas peur. Mais je ne supporte pas que l'État se serve de cette lutte pour instaurer*

« Cette lutte n'est pas que pour les migrants, elle est pour nos propres droits. »

(1) Il a été condamné en août 2017 par la cour d'appel des Bouches-du-Rhône à quatre mois de prison avec sursis pour « aide à la circulation et au séjour d'étrangers ».

Cédric Herrou
crève l'écran, avec
son humanité et
son humour.



un clivage : une justice pour le citoyen qui ne réfléchit pas trop, et une autre pour le citoyen militant. Cette lutte n'est pas que pour les migrants, c'est aussi pour nos propres droits. »

Le film montre que ces solidaires de l'ombre, parfois considérés comme des délinquants, ne sont pas seuls à penser de la sorte et à agir. Cédric Herrou non plus n'est pas isolé. D'ailleurs, s'il peut assurer tant de déplacements, c'est parce que son père et son frère assurent la récolte des olives, tandis que les douze migrants qui résident actuellement chez lui gèrent les éventuelles arrivées de réfugiés, avec l'aide d'une bénévole.

Avec humour et décontraction, l'agriculteur de la Roya écoute les remarques et répond naturellement aux questions. « *Aujourd'hui, nous faisons de l'aide à la régularisation directement dans ma ferme ! Ce qui dérange le préfet, donc l'État, c'est qu'on dénonce les conséquences de la fermeture des frontières, les contrôles policiers permanents et le non-respect des droits humains* », analyse-t-il. Une jeune femme lui demande comment faire bouger les gens, autres que les convaincus. « *Je n'ai pas de solution miracle. Le plus important, selon moi, est la prise de conscience par l'opinion publique. Mais je comprends aussi la peur de certains Français de s'engager.* »

Cédric Herrou raconte que lui-même a mis un an et demi à faire le premier geste envers ces jeunes gens qui, en 2015, ont manifesté à leur façon en dormant sur les rochers du front de mer, à la frontière franco-italienne. « *C'était troublant de voir en face de soi ce qu'on observe habituellement à la télévision : des gens qui représentent la guerre, la dictature, la Libye, l'exil...* »

Derrière ses emblématiques lunettes rondes, Cédric Herrou ne surjoue pas la modestie. Ces avant-premières lui permettent aussi de voir les combats locaux pour aider les demandeurs d'asile. « *Le vrai* » p. 10

Politis soutient Roya citoyenne

La vallée de la Roya, enclave montagnaise à cheval sur la France et l'Italie, est fortitement devenue le lieu de passage de milliers de migrants, égarés, épuisés et pourchassés par les forces de l'ordre. En 2015, la France a fermé et repris le contrôle de ses frontières. Des centaines de migrants se sont retrouvés bloqués à Vintimille, en Italie. Depuis, la situation à la frontière franco-italienne stagne : les migrants, majeurs comme mineurs, subissent des allers-retours incessants, et les citoyens qui les aident sont régulièrement poursuivis en justice. Le délit de solidarité est monnaie courante dans les Alpes-Maritimes.

Après s'être engagé aux côtés de la Cimade, du DAL et de l'Auberge des migrants, *Politis* soutient Roya citoyenne, une association très active auprès des réfugiés à la frontière franco-italienne. *Notre journal* traite régulièrement de la question des réfugiés. Ses journalistes vont sur le terrain pour rendre compte d'une situation toujours plus alarmante, du travail des associations ou de l'engagement de centaines de citoyens. Aujourd'hui, *Politis* vous invite à participer. En vous abonnant, ou en abonnant un ami, vous permettrez au journal de reverser 5 euros à Roya citoyenne (voir page 31). Créée en 2016, cette association se mobilise pour « *défendre les intérêts et la dignité des*

citoyens, quels que soient leur âge, leur origine et leur nationalité ». Mais elle a besoin d'aide pour subvenir aux besoins immédiats des migrants (nourriture, hébergement, vêtements, téléphones portables, kits d'hygiène) et couvrir les frais de transport pour assurer les maraudes et conduire les migrants jusqu'à la

Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile (Pada) de Nice. En août 2017, environ 900 repas ont été servis chaque soir. Cette année, à la même époque, une centaine.

Notre don servira également à payer les frais d'avocats qui s'accumulent, que ce soit pour défendre les droits des étrangers ou ceux des bénévoles, car les poursuites judiciaires sont fréquentes : Cédric Herrou, Pierre-Alain Mannoni, Raphaël, sans oublier les « quatre papis et mamie » (entre 60 et 70 ans) Gibi, René, Dan et Françoise... Enfin, Roya citoyenne met un point d'honneur à sensibiliser la population locale pour mener encore et toujours ce combat politique crucial dans les Alpes-Maritimes.

En vous engageant dès maintenant auprès de Roya citoyenne, vous participerez à ce mouvement de solidarité et vous soutiendrez *Politis* dans la poursuite de son action de terrain, indispensable pour vous délivrer chaque semaine, en toute indépendance, un autre regard sur l'actualité. ●

**Pour chaque
abonnement,
5 euros sont
reversés à
l'association.**

STEVEN WASSenaar/AFP





p.9 » *accompagnement des migrants se fait dans vos villes ! Dans la Roya, notre rôle est surtout de les protéger, de leur accorder un temps de répit, de leur souhaiter la bienvenue le mieux possible, mais nous ne faisons pas forcément de suivi psychologique et administratif, car beaucoup ne sont que de passage.* »

MOBILISATION INÉBRANLABLE

« *Merci pour cette claque de fraternité* », s'exclame une spectatrice, visiblement très émue. Pourtant, les Stéphanois et leurs voisins n'ont pas de quoi rougir. Le collectif Pour que personne ne dorme à la rue compte plus de 25 associations de terrain et autant de soutiens d'organisations nationales (Cimade, RESEF, Comède...). La tradition de l'accueil à Saint-Étienne n'est pas nouvelle et a souvent été liée à la migration de travail, notamment entre 1914 et 1945. Les diverses industries (mines, sidérurgie, mécanique ou encore textile) ont fait du bassin stéphanois un bastion primordial de l'effort de guerre. Une main-d'œuvre étrangère venue d'Italie, d'Espagne, de Grèce, du Maghreb, de Pologne, puis du Portugal et de Turquie dans les années 1970, et de Bosnie après l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990.

« *Les demandeurs d'asile arrivent d'abord dans les grands centres urbains, comme Lyon. Certains pensent avoir plus de chances dans une ville plus petite, donc ils viennent à Saint-Étienne*, explique Pierre Rachet, président de Solidarité Roms. *Quand une famille ou un groupe sont installés, les informations circulent dans le pays d'origine : les Roms vivant à Saint-Étienne viennent tous de deux ou trois villages.* » Tout comme la position GPS de la ferme de Cédric Herrou et son numéro de téléphone ont rapidement traversé la Méditerranée.

Les dizaines de collectifs du département de la Loire se sont formés et consolidés au fil des années et des familles à défendre. En 2009, naît le collectif citoyen d'associations Pour que personne ne dorme à la rue. Quatre ans plus tard, leur combat s'intensifie : la préfète Fabienne Buccio – ensuite nommée dans le Pas-de-Calais – a refusé d'héberger tous les déboutés du droit d'asile. Depuis, trois préfets se sont succédé, la décision est restée la même, et la mobilisation citoyenne n'a pas faibli. « *Notre réseau citoyen héberge aujourd'hui 150 familles, c'est une fierté ! Mais nous savons qu'il y en a toujours autant qui se débrouillent et vivent dans les parcs ou les squats. Nous sommes sollicités deux ou trois fois par semaine pour abriter des familles, souvent déboutées du droit d'asile. Les dysfonctionnements à la préfecture perdurent, le droit à l'hébergement n'est pas respecté* », alerte Jean-François Peyrard, coordinateur du collectif. Plus de 1 200 dossiers seraient en attente au bureau des étrangers, et la réponse n'arrive pas avant trois ou quatre

ans au lieu de six mois. « *Pour ce qui est de la délivrance des titres de séjour et l'hébergement des familles, ces missions s'exercent dans le strict respect des lois* », déclare la préfecture. Certains se résignent à essayer dans les départements voisins : « *Un jeune qui avait une promesse d'embauche est parti dans les Deux-Sèvres et a obtenu ses papiers au bout de quinze jours* », confie une bénévole de l'association La Passerelle. Quant à la situation des mineurs isolés, elle est aussi dramatique que dans d'autres départements : des évaluations de minorité aléatoires, pas de scolarisation, des enfants laissés seuls dans des hôtels... Comme ces deux ados suivis par Jean-François Peyrard à Firminy. « *Ils ont un toit, c'est vrai, mais ils sont seuls et ont besoin de nous pour les repas et les kits d'hygiène.* »

En ce moment, la mobilisation citoyenne grandit autour de la famille Galstyan, arrivée d'Arménie il y a huit ans. En 2013, ils sont déboutés du droit d'asile. Ils attendent donc

leurs cinq ans de présence sur le territoire français pour demander leur régularisation. Carte de séjour refusée. Les raisons invoquées : manque d'insertion particulière dans la société française et absence de contrat de travail ou de promesse d'embauche... alors qu'il leur est interdit de travailler. « *Dans cette même lettre évoquant la situation*

d'Ashtot, le père, la préfecture reconnaît qu'il a présenté une promesse d'embauche mais qu'il n'y a pas eu de réponse car elle n'était que de deux mois au lieu de six ! », s'indigne Thierry Honvault, président de l'association Un toit pas sans toi, qui les héberge depuis cinq ans grâce à des parrains. Ces derniers donnent entre 60 et 120 euros par an afin de financer le loyer, l'eau et l'électricité de la famille.

La mère, Naïra, enceinte de huit mois, ne comprend pas pourquoi la France ne veut pas de sa famille alors qu'ils ont tout fait pour s'intégrer. « *Le français est difficile à apprendre, mais nous prenons des cours* », glisse-t-elle avant d'épeler fièrement les prénoms de son mari et de ses deux enfants. Thierry Honvault prend le relais pour raconter que Hovanns, l'aîné de 17 ans, vient de décrocher un stage de production graphique, et les professeurs d'Araksya, 12 ans, ne tarissent pas d'éloges sur cette bonne élève. « *Si ce ne sont pas des preuves d'intégration, je ne sais pas ce que c'est !* » conclut-il.

Un recours gracieux auprès du préfet a été déposé, agrément de 19 témoignages démontrant que les Galstyan font partie intégrante du village de Saint-Jean-Bonnefonds, et d'une pétition signée par plus de 750 personnes. « *Malgré toutes les bonnes volontés citoyennes, il ne doit pas y avoir que la solidarité. L'État doit encore et toujours prendre ses responsabilités* », insistent-ils d'une même voix, de Saint-Étienne à la vallée de la Roya. ●

« **Merci pour cette claque de fraternité** », s'exclame une spectatrice.

Tournant tunisien

En affirmant la fin de son alliance avec le parti Ennahdha, le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi, prend acte de la « *fin du consensus* » post-révolutionnaire. Ce consensus avait permis de conduire un processus favorable à une démocratie parlementaire, et dans lequel les principes fondamentaux de la Tunisie moderne (laïcité, droits des femmes, forme républicaine de l'État) avaient été globalement préservés. Il avait été rendu possible par le rapport de force réel au sein des forces révolutionnaires entre la gauche, les islamistes, les nationalistes, etc., et dont tous avaient conscience. Certes, rien n'est jamais acquis pour les progressistes tunisiens, tant ils et elles ont à faire en permanence à un bloc islamo-conservateur dont les contradictions internes brossent souvent les mauvais poils, dans le mauvais sens. À ce jour, la vitalité politique du pays et le dynamisme d'une société mobilisée via syndicats et associations restent les meilleurs gardiens de la modernité tunisienne.

Mais trois nuages lourds planent au-dessus : d'abord l'état social du pays, qui s'est aggravé depuis 2011. Le chômage de masse mine la jeunesse, dont celle du Sud en particulier, qui rêve d'ailleurs ; ensuite, le champ politique hyper fragmenté renforce le surplomb autoritaire du chef de l'État (ça nous rappelle vaguement quelque chose, non ?) ; enfin, l'incertitude sur les choix du parti Ennahdha risque de générer des turbulences. Certes, ce parti n'a jamais perdu une occasion de rappeler son ADN hyper conservateur, voire réactionnaire, on l'a vu récemment lors du débat sur l'égalité femmes-hommes dans l'héritage. Mais son chef, Rached Ghannouchi, avait clairement assumé d'engager la doctrine de son mouvement vers la sécularisation (c'est-à-dire une séparation du religieux et du politique), en devenant des « *démocrates-musulmans* ». C'était en 2016, et il déclarait : « *Il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie (1)*. » Il avait même explicitement été jusqu'à refuser la criminalisation de l'homosexualité. Et ses députés ne cessent de revendiquer la « *stabilité politique* ».

Mais annoncée à quelques mois des prochaines élections nationales, la fin du pacte entre le parti du Président et les islamistes va certainement pousser le centre de gravité du débat autour des thèmes favoris de la base militante d'Ennahdha. Dans une Tunisie que personne n'aide vraiment, sans bloc progressiste organisé, et qui s'enfonce dans la crise économique, les nuages risquent de gronder...

(1) Entretien dans *Le Monde*, 19 mai 2016.



FABRICE COFFRINI/AFP

Un dessin pour l'Aquarius

L'artiste français Saype a peint, sur une rive du lac de Genève, en Suisse, une fresque géante visible du ciel représentant une enfant posant sur l'eau un bateau en origami, le 17 septembre.

Saype entend transmettre un message de soutien à l'association SOS Méditerranée, qui arme l'Aquarius. L'œuvre mesure 5000 m² et est réalisée à la peinture biodégradable.

EMBROUILLES

Un ex-Président ne devrait pas dire ça

Quels sont les dessous de la vente en 2016 de 36 avions Rafale à l'Inde ? L'opposition indienne soupçonne une « immense escroquerie ». Elle accuse le gouvernement de Narendra Modi (photo) d'avoir favorisé le conglomérat privé Reliance Group du magnat Anil Ambani, proche du Premier ministre, pour bénéficier d'une partie des « compensations » contractuelles de Dassault, au détriment de l'entreprise publique Hindustan Aeronautics Limited (HAL). La version officielle assure que l'avionneur français a librement choisi cette société qui n'avait pourtant aucune expérience dans l'aéronautique. Mais au même moment, Anil Ambani investissait 1,6 million d'euros dans un film de Julie Gayet, *Tout là-haut*, jusque-là en panne.



François Hollande s'en est défendu de tout conflit d'intérêt : « C'est le gouvernement indien qui a proposé [Reliance Group] et Dassault qui a négocié avec Ambani, a-t-il affirmé à Mediapart. Nous nous avons pris l'interlocuteur qui nous a été donné. C'est pourquoi [...] ce groupe n'avait pas à me faire quelque grâce de quoi que ce soit. Je ne pouvais même pas imaginer qu'il y avait un quelconque lien avec un film de Julie Gayet. »

Ces propos ont immédiatement été repris par l'opposition indienne comme la preuve que le Premier ministre a « personnellement accordé un marché à un Anil Ambani en faillite ». Pour le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, Hollande, avec ces propos, « ne rend pas service à la France ».

STEPHANE DE SAKUTINA/AFP

@mec_pacifique 21 sept.

#ManuelValls à Barcelone, ce serait le pire transfert depuis Dugarry en 1997, surtout qu'on sait même pas s'il joue à gauche ou à droite.

@Melusine_2 25 sept.

S'il y a bien une belle chose qu'on peut faire avec un drapeau, c'est de donner le nôtre à l'Aquarius. #unpavillonpourlAquarius #unportpourlAquarius

1,7

milliard d'euros. C'est le montant chiffré des cadeaux faits par le gouvernement aux 0,01 % des Français les plus riches.

ROYAUME-UNI

Le Labour, vent en poupe

Alors que Theresa May s'enlise dans les négociations du Brexit et s'épuise à rassembler le camp conservateur, le Labour ne s'est jamais senti aussi près du pouvoir. En congrès à Liverpool du 23 au 26 septembre, les travaillistes gardent tous leurs fers au feu, espérant bien emporter le morceau si la Première ministre trébuche. Jeremy Corbyn joue aux équilibristes, ménageant la majorité des militants, qui désirent un référendum sur le Brexit – que ce soit sur le plan May ou même le maintien du Royaume-Uni dans l'UE –, et son électorat, dont une grande partie avait voté pour le Brexit en 2016. Premier objectif : refuser le plan May quand il viendra devant le Parlement, ce qui entraînerait des élections anticipées. Cette embellie du Labour inspire les gauches européennes, dont Jean-Luc Mélenchon, qui a fait le voyage de Liverpool pour discuter avec Corbyn et « créer des liens ».



BERTRAND QUAVAF

“Chaque jour qui passe accroît le recul de l'État de droit à Mayotte.”

Jacques Toubon, communiqué du 24 septembre.

Défiance

Lettre de 23 organisations à Jean-Michel Blanquer, lue au Conseil supérieur de l'éducation le 20 septembre : « L'école de la confiance ne peut se construire sans dialogue social [...]. Depuis l'installation de votre ministère, nous avons fait le constat de nombreux manquements à ce dialogue [...]. En cette rentrée 2018, nous vous exhortons à la concertation et au respect... » Très clair.

Roulez jeunesse suisse

Les Suisses ont validé, à 73,60 %, l'entrée du vélo dans leur Constitution, à l'occasion d'une votation fédérale le 23 septembre.

L'adoption de cette proposition permet à Berne de construire des pistes cyclables partout dans le pays. Mais la votation a rejeté les propositions pour des aliments équitables et pour une souveraineté alimentaire. Pour rouler vert il y a du monde, mais pour manger mieux...



ASSURANCE CHÔMAGE

Négociateur sous contraintes ?

Les syndicats accepteront-ils de négocier des économies sur l'assurance chômage (Unédic) ? FO et la CGT s'interrogeaient, avant de connaître, ce mardi, le contenu de leur « lettre de cadrage ». Le gouvernement leur demande de trouver 3,9 milliards d'euros sur trois ans, en envisageant notamment de rendre les allocations des cadres dégressives dans le temps et de restreindre les possibilités de cumuler des petits boulots avec un bout d'allocation chômage. Un potage amer pour les syndicats de salariés, qui viennent de boucler un compromis qui ramène l'Unédic

à l'équilibre en 2019. Mais faute de négociation, c'est le gouvernement qui reprend la main. La CFDT et la CFTC ont donc déjà écarté l'hypothèse d'une « chaise vide ». Tous se sont en revanche entendus pour prendre l'initiative sur 3 autres dossiers (la qualité de vie au travail, les travailleurs des plateformes et les discriminations), en proposant au patronat d'établir un « agenda social » de négociation indépendant du calendrier ministériel. La date du 9 octobre, journée de mobilisation contre la politique du gouvernement, est aussi cochée au marqueur rouge côté CGT, FO, FSU et Solidaires.

STARTUP NATION

« Enlysée », pour les derniers de cordée



Parodiant la boutique officielle de la marque Élysée, des Calaisiens, des Lillois et des Parisiens lancent Enlysée (enlysée.fr). Une vingtaine de produits pour un prix moyen de 20 euros sont proposés, remettant au goût du jour le savoir-faire benallien ou les macroneries du plus haut niveau. Les bénéfices générés seront reversés à deux associations d'aide aux migrants du Nord-Pas-de-Calais et à la Fondation Abbé-Pierre. Un joli pied de nez à la politique macronienne, entre traque des réfugiés et indigence du plan pauvreté.

L'arbre qui cache la mine de charbon

Steffen M., 27 ans, est décédé le 19 septembre en filmant l'évacuation de la ZAD de la forêt de Hambach, dans l'ouest de l'Allemagne. Occupé depuis plusieurs années par une cinquantaine de cabanes, dont certaines sont nichées dans les arbres – Steffen M. est tombé de l'une d'elles –, ce bois doit servir à l'extension d'une mine de charbon exploitée par la société RWE. Officiellement, les autorités justifient l'intervention pour des raisons de sécurité : les cabanes ont été bâties sans permis de construire et ne sont pas aux normes incendie. La raison officielle est bien moins reluisante. RWE veut débiter ses travaux et raser la forêt dès le mois d'octobre. L'évacuation de Hambach a été stoppée à la suite de l'accident. Mais pour combien de temps ? 35 % de l'électricité produite en Allemagne provient encore du charbon.

RÉFUGIÉS

Le XVI^e entrouvre la porte

Un centre pour réfugiés a ouvert le 20 septembre dans le chic XVI^e arrondissement de Paris. Géré par l'association Aurore, il a une capacité d'accueil de 300 places : 100 sont destinées aux réfugiés, 150 aux hommes isolés demandeurs d'asile et 50 à des familles arrivant via le Samu social (115). Le lieu est une ancienne caserne de gendarmerie située boulevard Exelmans, mise à

la disposition de l'association pour deux ans. En 2016, l'ouverture dans le quartier d'un centre d'hébergement pour sans-abri avait suscité la colère des riverains et occasionné deux incendies. Une cinquantaine de demandeurs d'asile sont déjà installés dans le centre. Ils seraient encore 500 dans les rues chaque nuit. Le financement de l'État sur ce site représente 3,5 millions d'euros par an.

Grèce : une petite hausse du Smic

Pouvant de nouveau emprunter directement sur les marchés financiers, le gouvernement grec est fier de retrouver une certaine (mais très limitée) marge de manœuvre économique. Et Alexis Tsipras de promettre une petite hausse du salaire minimum à partir du 1^{er} janvier 2019, la Grèce étant le seul pays de l'UE dont le salaire minimum restait inférieur à celui d'avant la crise de 2008...

Fin d'Histoire pour Buisson

L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson a démissionné de la chaîne Histoire, qu'il présidait depuis 2007. L'ex-patron de l'hebdo *Minute* était en disgrâce depuis 2014, à la suite des révélations sur ses enregistrements réalisés à l'insu de l'Élysée. Buisson est aussi mis en examen pour détournement de fonds publics et recel de favoritisme. Avec autant de casseroles, on se demande comment il a pu rester aussi longtemps à la tête d'une chaîne du groupe TF1...

Politis

À suivre sur Politis.fr

EUROPÉENNES

Au centre des droites

Nicolas Dupont-Aignan mènera sa propre liste aux européennes. Réélu député en 2017, le président de Debout la France est pour l'heure le seul chef de parti à se porter candidat à cette élection qualifiée de « présidentielle du pauvre ». Son ambition ? « Rassembler tous les patriotes et républicains d'où qu'ils viennent, qui ont compris qu'il fallait changer d'Europe. » Son « programme commun » des « Amoureux de la France », auquel se sont joints les présidents du Parti chrétien-démocrate (PCD) et du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), vise, sur une ligne eurosceptique et identitaire, à recomposer la droite en attirant les partisans d'une union de la droite et de l'extrême droite.

BuyOrNot : le boycott a désormais son application

Par Mathieu Pedro

PAS-DE-CALAIS Une jeune mère réfugiée menacée d'expulsion

Par Mathieu Pedro

Les coquelicots, le climat et la croissance

De nombreux appels sur les enjeux environnementaux ont marqué la période récente. Il faut dire que l'été a été chaud, au propre comme au figuré, sur le front des dommages écologiques et des constats d'un « effondrement » en cours. Des institutions peu portées au catastrophisme, Nations unies comprises, se sont prononcées en faveur de mesures fortes et urgentes. Plus récemment, l'appel « Nous voulons des coquelicots (1) » contre les pesticides empoisonneurs des humains et du vivant pourrait bien être signé par des centaines de milliers de citoyen-ne-s, témoignant d'une montée de la prise de conscience de risques collectifs vitaux et proches.

Mais c'est un autre appel sur lequel j'insisterai. Car, en amont de ces turbulences écologiques devenues violentes, on trouve un mode de production et de consommation « fauteur de

troubles », le capitalisme, et une quasi-religion qu'il est parvenu à inculquer au plus grand nombre, avec comme grands prêtres des économistes et l'appui des médias sous contrôle. Son premier commandement : la croissance est une exigence permanente, c'est la solution à tous les problèmes sociaux et même écologiques (la croissance « verte »). Les

Il est possible de restaurer le monde vivant et de réduire les inégalités sans recourir à la croissance.

économies mondiales sont dopées à la croissance. Mais, comme elles sont en manque, elles souffrent. Et avec elles, les peuples. Or, voici un extrait de la tribune collective (2) signée par plus de 200 universitaires européens et publiée le 16 septembre dans *Libération* comme dans la plupart des pays européens :

« Au cours des sept décennies passées, la croissance s'est dressée comme l'objectif économique premier des nations européennes. Mais, si nos économies ont grandi, l'impact négatif sur l'environnement a augmenté en rapport [...]. Il n'y a aucun signe que l'activité économique soit en voie de découplage avec l'usage des ressources ou la pollution à l'échelle qui serait requise [...]. La croissance économique européenne pourrait bien s'enrayer définitivement dans moins d'une décennie. Aujourd'hui la réponse politique consiste principalement à essayer de l'entretenir par la dette, l'affaiblissement des régulations environnementales, l'extension des heures de travail et des coupes dans les systèmes de protection sociale [...]. La bonne nouvelle est qu'au sein de la société civile et des sphères scientifiques un mouvement post-croissance a émergé [...]. Un réseau de recherche européen fédère des travaux montrant qu'il est possible d'améliorer la qualité de vie, de restaurer le monde vivant, de réduire les inégalités et de fournir des emplois décents en nombre suffisant sans recourir à la croissance économique. »

Les coquelicots et les bleuets, les abeilles et les vers de terre, le climat et l'eau, l'air en ville et ailleurs, les forêts et les sols, les océans et leurs espèces vivantes, mais aussi la protection sociale, le droit à un emploi digne et les services publics sont autant de biens communs qui n'ont aucune chance d'être restaurés s'ils restent sous la coupe du capitalisme et si le dogme de la croissance reste en vigueur. Des alternatives existent déjà. Leur généralisation suppose une bifurcation globale que seule une mobilisation globale peut susciter.

(1) Lire *Politis* n° 1518.

(2) « Europe : ne plus dépendre de la croissance ».



JEAN-PAUL PELLISSIER/POOLA/AFIP

BUDGET

Les sportifs refusent d'être mis KO

Le mouvement sportif français s'expose à de sérieuses déconvenues. Avec un budget en baisse de 6 % en 2019 après déjà 7 % de baisse en 2018, le gouvernement veut imposer une réduction de moitié, d'ici à 2022, dans l'effectif de 3 500 conseillers techniques sportifs, les experts qui forment les entraîneurs.

Uppercut un peu dur à encaisser, après deux années de baisse des emplois aidés qui ont fragilisé le mouvement associatif dans son ensemble : 25 000 associations ont mis la clé sous la porte en 2017, selon une étude du réseau Recherches et Solidarités. Un chiffre pour la première fois supérieur au nombre de créations.

Ce tacle à la carotide est en réalité destiné, *dixit* la communication gouvernementale, à préparer la mise en place d'une nouvelle « agence du sport » début 2019. Elle doit coiffer la politique publique envers les fédérations sportives et « évoluera dans un cadre désormais partenarial avec l'ensemble des financeurs [...], monde économique inclus ». Traduction : on privatise le sport de haut niveau.

La parade est venue le 21 septembre du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), qui, s'excusant de ne pas « être la CGT » et de ne pas « savoir bloquer le périph », a néanmoins soigneusement plombé l'ambiance de la « fête du sport », en lançant une pétition pour « deman-

der que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux ». Missive timidement relayée par les sportifs (hormis le judoka Teddy Riner ou le nouveau recordman du monde du décathlon Kevin Mayer), qui a néanmoins fait grand bruit et recueilli en un week-end 160 000 signatures.

Le CNOSF n'est pas opposé à la création d'une agence nationale pour le sport, mais réclame 400 millions d'euros de budget pour fonctionner. Le gouvernement envisage environ deux fois moins. « Le sport, en France, c'est 17 millions de licenciés et 3,5 millions de bénévoles. C'est donc le plus important mouvement social dans ce pays », pointe Bernard Amsalem, vice-président du CNOSF, dans une interview à *Alternatives économiques*, regrettant que les experts de CAP22, inspirateurs de cette réforme, soient « des gens hors-sol qui n'ont pas la culture du sport et qui sont des gestionnaires à court terme ». Ces annonces budgétaires tombent au plus mal, à six ans des JO de Paris et alors que les 15 000 clubs de foot amateur français s'attendent à une hausse de l'ordre de 10 % du nombre de licenciés, depuis l'épopée victorieuse des Bleus en Russie. En 1998, déjà, près de 180 000 Zizou en culottes courtes avaient pris d'assaut les terrains.

Erwan Manac'h

En dépit de ses outrances,
Jair Bolsonaro est crédité
de 30 % d'intentions de vote.



CRIS FAGA/NURPHOTO/AFP

Le retour des démons de la dictature

BRÉSIL

À deux semaines du premier tour, alors que le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro continue de grimper dans les sondages, le pays vit la présidentielle la plus périlleuse depuis trente ans.

Patrick Piro

C'est un Brésil en plein marasme qui s'apprête à voter, le 7 octobre, au premier tour d'une présidentielle qui concentre comme jamais les passions et les excès depuis le retour de la démocratie en 1985, après deux décennies de dictature militaire (1).

Scénario encore impensable au début de l'année, aux antipodes du renouveau démocratique des années Lula, c'est un candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, 63 ans, qui mène la danse depuis plusieurs semaines. Il est crédité de près de 30 % des intentions de vote, et, même si le Brésil est coutumier des revirements éclair d'opinion, sa présence au second tour, le 28 octobre, semble inéluctable. Sa cote a encore grimpé d'un cran depuis l'événement dramatique du 6 septembre : une tentative d'assassinat au couteau de la part d'un déséquilibré, qui l'a blessé à l'abdomen.

Cet épisode, dont Bolsonaro se remet actuellement, n'est que le dernier en date d'une séquence hors norme qui pourrit la vie politique brésilienne depuis deux ans. Elle débute en 2016, quand la présidente Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT, gauche) de Lula (auquel elle avait succédé en 2011), est destituée à la suite d'une manœuvre parlementaire tellement abusive qu'elle a été qualifiée de coup d'État par de nombreux observateurs. Dans la foulée, la justice engage à l'encontre de Lula une procédure pour corruption qui aboutit, début 2018, délai exceptionnellement court, à une condamnation en appel à douze années de prison pour des faits supposés de corruption dont il n'existe aucune preuve matérielle.

Une grande partie de l'opinion de gauche y voit une opération judiciaire commando pilotée par une droite revancharde qui cultive depuis toujours la haine de Lula. Dès la destitution de Rousseff, l'ex-président s'était avancé en sauveur du pays. De nouveau candidat à la charge

suprême, il caracolait loin en tête dans les sondages tant sa cote est restée élevée auprès de la majorité pauvre de l'électorat, qu'il a contribué à sortir de la misère, et qui l'exonère largement des casseroles accumulées par les gouvernements PT entre 2003 et 2011.

La droite libérale (PSDB), opposante classique du PT, pensait tirer les marrons du feu après avoir installé Michel Temer pour assurer l'intérim présidentiel en 2016. L'exécutif et le Parlement se sont entendus à merveille pour démanteler en un temps record l'édifice social bâti depuis l'arrivée de Lula au pouvoir en 2003, tout en réprimant la contestation avec une brutalité inédite. Début janvier 2018, Temer envoyait la police militaire fédérale contrôler la ville de Rio de Janeiro. Marielle Franco, militante citoyenne et politique (PSOL, gauche) qui dénonçait ses exactions perpétrées dans les favelas, a été assassinée le 14 mars dernier (lire page 17). Une commotion sans précédent dans les pays. » p. 16

(1) Seront aussi élus, lors de ces élections générales, les députés fédéraux, les deux tiers du Sénat ainsi que les gouverneurs et les députés des 26 États qui composent le pays.



5-6-7 OCT. 2018
**FESTIVAL
DU LIVRE
MOUANS
SARTOUX**

lefestivaldulivre.fr

**À NOUS,
À NOUS, LA
LIBERTÉ !**

**PARMI LES 400 INVITÉ-ES
DE CE 31^e FESTIVAL :**

Maïssa Bey **Alaa El Aswany** Edgar Morin
Laurent Gaudé **Ernest Pignon-Ernest**
Adélaïde Bon **Daniel Cohen** Jean Ziegler
Olivier Adam Daniel Picouly **Lénia Major**
Bernard Werber **Jeanne Siaud-Facchin**
Didier Van Cauwelaert **Daniel Prévost**
Pef **Charlotte Valandrey** Boris Cyrulnik
Jacques Ferrandez **Susie Morgenstern**
Anne Hessel **Alain Touraine** VanRah
Josef Schovanec Maryline Desbiolles
Catherine Gueguen Pierre Larrourou
Guillaume Bianco **Grégoire Delacourt**
Eric Dupont-Moretti Frédéric Lenoir
Axel Kahn Jacques Ravenne **Lena Mazilu**
Lyonel Trouillot **Catherine Vidal** Zaü
Michka Assayas Aurélie Filippetti
Audrey Alwett Edmond Baudoin
Myriam Benraad **Tom Hodgkinson**
Lilian Thuram Gilles Clément **C215**
Patrice Franceschi **Jérôme Clément**
Abdennour Bidar Kid Toussaint
Romain Slocombe Christelle Dabos
Boualem Sansal Nicole Ferroni...

PARMI LES DÉBATS :

Se libérer du libéralisme ? Abdennour Bidar,
Jean Ziegler, Benoît Borrits, Thomas Porcher

Du MLF aux Femen et #metoo, 50 ans de lutte pour
la libération des femmes ? Raphaël Liogier,
Elisabeth Nicoli, une Femen, Fanny Glissant

Climat : sommes-nous déjà dans la tragédie ?
Pierre Larrourou, Anne Hessel, Ismaël Khelifa

www.lefestivaldulivre.fr

p.15 » Mais les plans de la droite traditionnelle ont fini par être dévastés par les conséquences judiciaires du gigantesque scandale du *Lava Jato* (« lavage express »), réseau de pots-de-vin articulé autour de la compagnie pétrolière nationale Petrobrás et qui aura mouillé presque toute la classe politique aux affaires, PT compris, même si c'est dans une moindre mesure qu'à droite. Aécio Neves, président du PSDB et postulant à la présidence, a ainsi sombré en mai dernier, rattrapé, entre autres, par le *Lava Jato*, et remplacé depuis par le fade Geraldo Alckmin, qui plafonne à 8 % des intentions de vote.

Le PT croyait échapper à la sanction d'une opinion éceurée par la corruption en intronisant l'icône Lula. Mais, en dépit d'une bataille juridique acharnée menée par ses avocats pour le faire sortir de prison, le Tribunal suprême fédéral et le Tribunal électoral ont jugé inéligible l'ancien syndicaliste métallo, ignorant au passage les réprobations internationales.

Le PT a ainsi dû se résoudre, le 11 septembre, à introniser Fernando Haddad, 55 ans. Ancien maire de São Paulo, la première métropole du Brésil, il est pourtant un inconnu au niveau national, dans ce pays de près de 210 millions d'habitants et vaste comme 17 fois la France : jusqu'à fin août, il n'était crédité que de 4 % d'intentions dans les tests des sondages. Mais il dispose d'un atout maître : il est adoubé par Lula. Et depuis la semaine dernière on respire nettement mieux au PT : le transfert de popularité de Lula sur sa doublure s'est amorcé, et Haddad a décollé ! Il pointe désormais en deuxième position, proche de 20 % des intentions de vote, distançant son plus proche poursuivant, Ciro Gomes (centre-gauche, 13 %).

Bien que Bolsonaro soit celui des candidats qui inspire le plus de rejet, Haddad, s'il lui est opposé au second tour, est loin d'être assuré de la victoire, car une part importante de l'électorat, y compris chez les pro-Lula, « ne voterait en aucun cas » pour lui, sanction des errements passés du PT. Dans une certaine mesure, Haddad fait donc lui aussi figure d'épouvantail, et les simulations ne le donnent aujourd'hui pas mieux qu'au coude-à-coude avec Bolsonaro en vue du 28 octobre. « *Ni la croix de la corruption* [le PT], *ni l'épée de la violence* [Bolsonaro] », argumente la candidate écologiste Marina Silva, au plus haut au printemps dernier (25 %), mais qui a dégringolé depuis, victime comme d'autres de l'excessive polarisation Bolsonaro-Lula.

La défiance de l'opinion envers les partis de gouvernement classiques (PT et PSDB principalement) se traduit donc aujourd'hui par une fracture inédite, que la personnalité extrémiste de Bolsonaro rend d'autant plus préoccupante. Ex-capitaine de l'armée nostalgique de la dictature, il est favorable au port d'armes. Dans ce pays où les quartiers pauvres et noirs redoutent plus les exactions des forces de l'ordre que les

délinquants, Bolsonaro, raciste, déclare qu'un policier « *qui tue dix, quinze, vingt personnes, doit être décoré, pas poursuivi* ». Il préférerait voir son fils « *mourir au volant* » plutôt que « *ramener un moustachu à la maison* ». À une parlementaire qui l'interpellait, il répond : « *Je ne te violerai pas parce que tu ne le mérites pas, parce que tu es trop laide* ». Député, il dédie son vote en faveur de la destitution de Dilma Rousseff, en 2016, au tortionnaire de cette dernière à l'époque où elle luttait dans la guérilla contre la dictature (1964-1985). Fervent partisan de la torture, Bolsonaro regrette qu'elle n'ait pas suffisamment tué d'opposants et se verrait bien « *mitrailler les militants du PT* ».

Antônio Hamilton Mourão, son candidat à la vice-présidence, est à l'unisson, relevant que le déséquilibre au couteau du 6 septembre fut un temps affilié à l'extrême gauche : « *S'ils veulent utiliser la violence, c'est nous les spécialistes* ». Militaire lui aussi, il s'est récemment distingué en estimant qu'en cas de « *chaos* » l'armée devrait « *imposer la solution* » dans

le pays. Même si de hauts gradés se sont émus de tels propos, ils alimentent les pires craintes au sein de la société, flattant une frange nostalgique de la dictature qui en appelle ouvertement, depuis plusieurs années, au retour des militaires. Bolsonaro semble même préparer le terrain à la réalisation des fantasmes de son colistier : sur son lit d'hôpital, il a déjà affirmé que, s'il venait à perdre le 28 octobre, la cause serait à en rechercher dans une fraude organisée par le PT.

Ces outrances n'affectent guère les supporters de ce candidat « *antisystème* », dénonçant les attaques d'une intelligentsia « *politiquement correcte* » qu'il considère comme totalement discréditée face à la persistance de la corruption et de l'insécurité au Brésil. Bolsonaro recrute beaucoup sur les réseaux sociaux auprès d'un public majoritairement masculin, blanc, issu des classes moyennes éduquées des régions riches du Sud et du Sud-Est. Des jeunes et des moins jeunes, qui n'ont jamais digéré l'accession au pouvoir d'un Lula fils d'une famille nordestine pauvre. Et même une partie des forces entrepreneuriales en vient désormais à considérer que la politique d'un Bolsonaro, aussi ignare soit-il en matière économique, ne portera pas préjudice aux affaires : son mentor en la matière est un ultralibéral.

Cependant, fait remarquable, l'électorat féminin se détourne massivement de ce candidat ouvertement phallocrate et misogyne, au point qu'il compte deux fois moins d'intentions de vote chez les femmes que chez les hommes. Une dissymétrie unique par son ampleur dans l'histoire électorale brésilienne, et qui pourrait être décisive pour l'issue du second tour. Le groupe Facebook « *Femmes unies contre Bolsonaro* » rencontre une popularité fulgurante. À deux semaines du premier tour, il réunissait déjà près de 3 millions d'adhésions. ●

**Jair Bolsonaro
se verrait bien
« mitrailler les
militants du PT ».**

« Notre démocratie est dans un état d'extrême fragilité »

MÔNICA BENÍCIO, militante des droits humains, a repris le flambeau des luttes portées par sa compagne, Marielle Franco, assassinée en mars à Rio.



PATRICK PIRO

≡ Patrick Piro

Sa présence, où transparaissent la détermination et la peine du deuil en cours, dégage une émotion palpable dans le public. Mônica Benício, 32 ans, était la compagne de Marielle Franco, dont l'assassinat, le 14 mars à Rio, a bouleversé bien au-delà du Brésil. Elle est actuellement en tournée en Europe pour inciter les forces citoyennes et les États à faire pression sur la justice brésilienne, muette sur le cas. Nous l'avons rencontrée à Genève, à l'occasion du premier Forum mondial des alternatives du réseau Emmaüs international.

Votre engagement militant est fortement lié aux discriminations que crée l'espace urbain à Rio de Janeiro. Comment se manifestent-elles ?

Mônica Benício : J'ai vécu toute ma vie dans la favela de Maré, à Rio. À l'adolescence, j'ai pris conscience de l'immensité des inégalités sociales entre les favelas et les quartiers chics. Aussi, depuis l'âge de 17 ans, je me bats pour une autre ville, plus égalitaire et accessible à tous. C'est une militance qui dépasse la question urbanistique, car les droits humains sont bafoués dans les favelas, où l'État agit avec une grande brutalité, en particulier à l'encontre des jeunes noirs et pauvres. Enfin, ma lutte est directement liée à ma condition de femme lesbienne. Le Brésil est l'un des pays où l'on compte le plus d'assassinats de personnes LGBTQI (1) et de défenseurs des droits humains, où les taux de féminicides (2) et d'incarcération augmentent

dramatiquement. Ces statistiques dépeignent une société patriarcale, dominée par des hommes blancs, réactionnaires, machistes, racistes et phobiques de toute sexualité non hétéro, que je combats avec une force décuplée depuis l'exécution de Marielle.

Exécution dont le pouvoir en place est responsable, affirmez-vous...

Ce crime porte la marque de l'État, *via* sa police, dont Marielle dénonçait les exactions, et l'outrance de certains politiques. Car le message est clair : nous ne voulons pas de cette représentativité citoyenne et politique que portait Marielle – femme, noire, habitante d'une favela, bisexuelle – et qui défie le pouvoir. Tout aussi grave et significatif : six mois après ce crime, nous n'avons toujours pas la moindre réponse de la justice, en dépit même des pressions internationales.

L'indignation considérable soulevée au Brésil et ailleurs a-t-elle renforcé les mouvements sociaux ?

Certains sont déjà très forts, comme ceux des sans-terre (3) et des sans-toit (4), mais il y a aussi, désormais, un mouvement féministe qui monte en puissance contre ce fascisme. Hélas, cet élan est freiné par une puissante vague de conservatisme de droite, qui s'exprime dans la violence et la criminalisation des militants. À mesure qu'ils résistent, cette droite accentue sa répression brutale, y compris lors de simples manifestations, afin de les bâillonner. Par ailleurs, ces mouvements ne parviennent pas à s'articuler entre eux ni à occuper la rue,

d'autant qu'ils n'ont guère de relais politique, avec une gauche fragmentée (voire déconsidérée, pour le PT) qui n'est pas en mesure de faire barrage à la montée de l'extrémisme de droite. Son principal représentant, Lula, est incarcéré, prisonnier politique dans son pays, dirigé par un président illégitime qui a usuré sa place *via* un coup d'État parlementaire. Et, en tête de la course présidentielle, ce Bolsonaro, dont je refuse de prononcer le nom dans mon pays, flirte carrément avec le fascisme dans un programme qui exclura encore davantage la majeure partie de la population. Alors, c'est dur à dire, mais on ne voit pas trop de solution. C'est très préoccupant. Notre démocratie est dans un état d'extrême fragilité et chaque jour un peu plus dégradée.

À quel espoir s'accrocher, quand on est une militante exposée comme vous ?

Certes, nous sommes aujourd'hui commis à la résilience, mais il faut continuer à nous battre pour ne pas demeurer otages de la peur. Et parce que le risque d'être tuée n'enlève rien pour moi à la légitimité absolue de notre combat. S'opposer à cette vague de fascisme, lutter pour une société meilleure : c'est ce qui me motive aujourd'hui. Dans ce pays au pouvoir historiquement castrateur, sous contrôle de médias parmi les plus puissants au monde, il nous faut travailler à établir un nouveau mode de débat avec la société, afin d'induire le changement culturel qui donnera aux Brésiliens la conscience qu'il est possible de construire une société différente. Il y faudra plus que de l'espoir : de la résistance et du courage. ●

(1) Lesbiennes, gays, bi, transsexuel-le-s, queer, intersexes.

(2) Assassinats motivés par la seule condition de femme des victimes.

(3) MST : Mouvement des sans-terre.

(4) MTST : Mouvement des travailleurs sans toit.

Aux « Gafa » la gestion des alertes attentat ou la régulation des contenus Internet.



JOEL SAGET/AFP

Comment l'État se disrupte lui-même

SERVICES PUBLICS

Justice « ubérisée », sécurité confiée à des start-up du numérique... Le processus de privatisation est entré dans une nouvelle phase, qui empiète sur les missions régaliennes les plus sensibles.

Erwan Manac'h

C'est un mouvement discret, qui inquiète de plus en plus les fonctionnaires qui l'observent. Sciemment ou non, par petites touches invisibles, l'État français est en train de déléguer à des entreprises privées des missions de justice, de police ou même de l'administration fiscale. Des multinationales, souvent américaines, surfent sur les dysfonctionnements et les lenteurs des services publics pour avancer des solutions « agiles » et « disruptives », transforment les missions régaliennes de l'État en business prometteur. Nous risquons une « perte des valeurs mêmes du service public sur des sujets aussi cruciaux que la santé, l'éducation ou la sécurité, au profit de celles d'entreprises dont l'aiguillon

est par essence lucratif », affirment Clément Bertholet et Laura Létourneau, deux hauts fonctionnaires auteurs d'un livre en forme d'avertissement (1).

GAFA

Les exemples sont nombreux. La verbalisation des véhicules en stationnement non autorisé et la gestion du parc de radars automatiques ont été confiées à des entreprises privées, ce qui revient à soumettre des missions de sécurité routière à une logique de rentabilité. La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a signé, il y a deux ans, un partenariat avec l'entreprise américaine Palantir pour l'utilisation d'un logiciel capable de scanner une gigantesque base de données afin de détecter des menaces ou de rechercher un suspect. L'entreprise numéro un du *big data*,

cofondée par Peter Thiel, actuel conseiller numérique de Donald Trump, présente aussi la particularité de compter comme premier investisseur le fonds de la CIA (In-Q-Tel), selon nos confrères de *Télérama*.

L'État a également abandonné en mai son application d'alerte attentat au profit d'un partenariat avec Google, Facebook et Twitter, qui relayeront ses messages. Il s'appuiera notamment sur le « Safety Check » développé par Facebook, qui permet à des millions d'utilisateurs du réseau social de se déclarer en sécurité lorsque survient un attentat. C'est aussi aux Gafa (2) qu'est cédée la régulation du contenu posté sur Internet. La censure des contenus pédopornographiques, haineux ou terroristes est en effet gérée de manière « automatique » par YouTube ou Facebook, soucieux de leur image et du respect d'une

(1) *Ubérisons l'État avant que d'autres ne s'en chargent*, Clément Bertholet et Laura Létourneau, Armand Colin, 2017.
(2) Google, Amazon, Facebook et Apple.
(3) L'américaine ProQuest, la française Believe et la belge Memmon.

bienséance cruciale pour la préservation de leur audience. Tendence renforcée par un récent règlement européen qui exige des hébergeurs une démarche proactive pour faire le ménage. « *La justice est tenue à l'écart, constate Arthur Messaud, de la Quadrature du Net. Et le risque est de voir le contrôle d'Internet échapper à tout processus démocratique pour être livré à des groupes privés à but lucratif.* »

La justice n'est pas en reste. Trois prisons sont déjà gérées par des entreprises en partenariat public-privé ; onze autres sont en projet. Et le Syndicat de la magistrature s'inquiète d'une ouverture du champ du travail en prison et des travaux d'intérêt général à des entreprises privées à but lucratif, prévus par le projet de réforme de la justice, que le Sénat va examiner en octobre. Sous couvert de faciliter les aménagements de peine, cela « *revient à confier l'exécution d'une peine à une entreprise privée* », souligne Juliane Pinsard, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature.

« TECHNOLOGIE JURIDIQUE »

Plusieurs petits litiges de droit civil, comme le divorce par consentement mutuel, pourraient eux aussi sortir du champ judiciaire pour être mis dans l'escarcelle des notaires, dont le service est payant pour le justiciable. Des petites évolutions qui renforcent un glissement vers une justice à l'anglo-saxonne, par le porte-monnaie. Depuis 2016, il est en effet possible de payer pour éviter de passer devant le juge en négociant une « transaction-amende ». Cette procédure instaurée pour la corruption, le trafic d'influence ou le blanchiment vient d'être étendue aux affaires de fraude fiscale.

L'émergence des entreprises spécialisées dans la « legaltech » (« technologie juridique ») fait aussi cauchemarder les professionnels du droit civil, car elles rendent possible une « ubérisation » de la justice. Des agences de « médiation » se proposent en effet de donner aux justiciables un pronostic de décisions futures en analysant mécaniquement tous les jugements antérieurs, désormais publiés de manière transparente. Dans un conflit de voisinage, par exemple, les deux parties pourraient indiquer sur un formulaire en ligne les termes de leur litige. L'agence moulinerait la masse des données passées pour aboutir à une amende estimée, que les deux parties pourraient accepter pour mettre fin au litige.

Une justice approximative, sans juge ni procès, qui reste encore au stade de promesse – l'efficacité des algorithmes reste à démontrer – mais qui se profile, comme lorsqu'Uber est entré par effraction dans la profession de taxi, au nez et à la barbe de la puissance publique. Le gouvernement a timidement ouvert l'épineux débat de la certification de ces plateformes, dans le cadre de la réforme actuellement débattue.

L'éducation, la culture et la santé sont elles aussi des terrains propices à toutes les « disruptions ». La Bibliothèque nationale de France a passé en janvier 2013 des accords avec des sociétés privées pour numériser 70 000 livres et 180 000 disques qui relèvent du domaine public... et confié leur exploitation commerciale exclusive pour dix ans à ces entreprises (3).

Malaise encore, en 2015, lorsque la France a annoncé un partenariat avec Microsoft pour développer son « plan numérique pour l'éducation », privilégiant un géant américain aux ambitions

débordantes sur des alternatives européennes et libres. Microsoft a fourni gratuitement à l'Éducation nationale des logiciels et des temps de formation pendant un an et demi. Quand c'est gratuit...

Le marché, en tout cas, est prometteur. Le géant américain a déboursé 26 milliards de dollars en 2016 pour racheter LinkedIn, qui, grâce aux données que lui confie ses millions d'utilisateurs, promet de devenir l'outil indispensable pour l'orientation scolaire, en classant les filières selon leur taux d'insertion professionnelle, par exemple.

Les agents de Bercy observent, de leur côté, des velléités de privatisation du recouvrement de l'impôt. Avec le prélèvement à la source, à compter de janvier 2019, l'État délègue aux entreprises le prélèvement de l'impôt sur le revenu, comme c'était déjà le cas pour la TVA. Le gouvernement envisage également de donner aux commissaires aux comptes une mission de contrôle fiscal. Ces professionnels rémunérés par les entreprises examineraient leurs comptes en premier ressort et rendraient un rapport de « conformité fiscale » sur la base duquel l'administration fiscale réaliserait son contrôle. Tout cela dans le but de supprimer des agents au ministère des Finances.

« DÉSINTERMÉDIATION »

Cette tendance est donc générale. Et elle connaît une extraordinaire accélération depuis qu'Emmanuel Macron a pris les clés de l'Élysée. Le Comité action publique 2022, qu'il a chargé de penser la réforme de l'État (lire *Politis* du 16 mai), a livré avant l'été un panel de recommandations saturé de la « désintermédiation » permise par l'essor des plateformes numériques et faisant la part belle aux entreprises privées. Il faut inciter les « associations, entreprises et start-up à proposer des offres complémentaires à celle du secteur public », affirme le comité d'experts, pour qui l'État doit s'en tenir à un « rôle de régulateur, qui sera d'autant plus important que la conception et la production du service public seront ouvertes ». Il préconise d'accélérer la création de quantité d'agences, autonomes et extérieures aux ministères, qui externalisent des pans de politiques publiques. L'État doit aussi veiller à ce que le « cadre normatif existant ne bloque » p.20

Le travail en prison devrait être ouvert aux entreprises à but lucratif.

LA SECTION INDÉPENDANTE DU FESTIVAL DE CANNES EN TOURNÉE



CANNES 2018 aCid

À PARIS au LOUXOR
21, 22, 23 septembre

À AJACCIO à L'ELLIPSE
27, 28, 29 septembre

À LYON au COMCEDIA
5, 6, 7 octobre

DANS 15 SALLES
EN ILE-DE-FRANCE

ET À LISBONNE, PORTO,
TANGER & BELGRADE
EN OCTOBRE - NOVEMBRE !

Retrouvez tous les horaires sur :
www.lacid.org

p.19 » pas les initiatives », à commencer par l'accès aux données personnelles, matière première des géants du numérique.

Les experts en sont convaincus, « on peut utiliser des solutions technologiques pour effectuer des tâches administratives de "back-office" ». Autrement dit, confier aux entreprises numériques l'examen automatique des demandes d'aides, de titres, de documents ou d'autorisations administratives. « Cela reste une première étape, mais le loup est dans la bergerie », estime Jean-Louis Mullenbach, expert-comptable, qui suit de près cette évolution.

GARDE-FOUS

Pour éviter une mainmise trop forte des Gafa sur la chose publique, Clément Bertholet et Laura Létourneau militent pour que l'État organise sa propre ubérisation. Un service public numérique doit offrir, selon eux, la même « désintermédiation » que les Gafa, en érigeant des garde-fous. Le chantier est en cours avec le dispositif FranceConnect, qui tente de regrouper toutes les démarches administratives en ligne (consulter ses points de permis de conduire, demander une bourse, calculer son quotient familial, etc.) sur une seule application, afin que l'on n'ait plus à jongler avec des identifiants et des mots de passe différents. Elle compte 121 000 connexions par jour en moyenne.

Mais le processus risque d'être rapide, car les Gafa ont les moyens de proposer des services gratuits répondant particulièrement bien aux attentes des usagers. C'est la force de leurs « disruptions » : des solutions redoutablement confortables qui ont le pouvoir d'annihiler toute discussion sur la protection de la vie privée et le sens de l'intérêt général. ■

Un budget contre les services publics

Le gouvernement poursuit une politique fiscale avantageuse pour les entreprises, financée par des économies sur la solidarité.

Erwan Manac'h

Dans la continuité du budget 2018, les baisses d'impôts se poursuivront l'année prochaine pour les entreprises (- 13 milliards d'euros), notamment par une diminution de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 31 %. Le gouvernement promet aussi 6 milliards d'euros de baisse d'impôt pour les particuliers (suppression partielle de la taxe d'habitation, désocialisation des heures supplémentaires). Une somme en réalité plus proche des 3,5 milliards, selon le calcul, plus exhaustif, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

La politique économique reste donc calibrée pour bénéficier aux actifs et aux entreprises. Pour la financer, le gouvernement continue également de piocher dans les « grandes masses budgétaires », avec un quasi-gel des retraites, des aides au logement et des allocations familiales. La taxe sur le diesel, en forte hausse, et sur les cigarettes complète cette année le tableau. Ainsi qu'une poursuite à marche forcée de la cure d'amaigrissement de l'État et des collectivités

locales. Seuls sont épargnés les ministères de la Justice, notamment pour la construction de prisons, de la Défense et de l'Intérieur, où les effectifs augmentent. Pour le reste, la fonction publique d'État devra supprimer 4 164 postes de fonctionnaires.

MINISTÈRE DES FINANCES

C'est à Bercy que la coupe sera la plus franche, avec 2 283 emplois supprimés, portant à 40 000 le nombre total d'emplois perdus depuis 2002. La numérisation et le prélèvement de l'impôt à la source sont utilisés pour vider les services, alors qu'ils créent, selon les syndicats d'agents, une surcharge importante de travail à court terme.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Encore plus spectaculaire, le ministère du Travail affiche un budget en baisse de 14 % l'an prochain et perdra 1 600 agents. Une dégringolade justifiée par la suppression d'une prime à l'embauche dans les PME et par la baisse des emplois aidés : 130 000 « parcours emploi compétences » en 2019, contre 200 000 budgétés cette année et 460 000 en 2016. Une partie des crédits servant à embaucher 50 000 auxiliaires de vie scolaire (AVS) est aussi déportée au ministère de l'Éducation nationale.

ÉDUCATION NATIONALE

Là encore, la coupe est douloureuse, selon les syndicats d'enseignants, qui calculent qu'avec 1 800 postes en moins et 40 000 élèves supplémentaires attendus, le nombre de profs manquants sera d'environ 2 600 dans le secondaire (collèges et lycées) l'an prochain. Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, compte sur les profs pour faire davantage d'heures supplémentaires afin de pallier ce manque.

SANTÉ

La forte pression sur les dépenses de santé va se poursuivre, malgré la crise profonde que traversent les hôpitaux. L'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) a été présenté en hausse de 2,5 %, ce qui représente, au regard de l'augmentation de la consommation de soins de 4,5 % en 2019, une baisse de 2 %. Au final, 3,8 milliards d'euros devront être trouvés dans la santé, soit à peu près la même posologie que chaque année depuis 2016. ■

Des mesures « anti-crise »



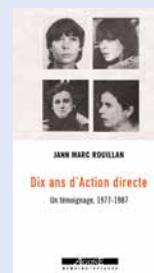
Le 2 octobre 2008, alors que la crise financière engendrée par les subprimes vient de s'étendre à toute la planète, touchant à leur tour les places financières européennes et l'économie réelle, Politis fait « cinq propositions à contre-courant ». Formulées par quatre des économistes qui, depuis le 10 avril 2003, à tour de rôle, nous livrent leur analyse de l'actualité dans la chronique intitulée « À contre-courant » (Michel Husson, Jean-Marie Harribey, Geneviève Azam et Jacques Cossart) et par Jacques Sapir, ces propositions dépassaient largement la seule moralisation des marchés. Plus politiques que techniques, elles repensaient toutes le partage des richesses, qu'il s'agisse de créer un « bouclier social », de protéger les activités humaines, de placer la finance sous contrôle public, de redéfinir des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) sous l'égide de l'ONU ou de mettre en œuvre une fiscalité mondiale. Ces mesures, relativement détaillées dans nos pages, n'étaient pas encore relayées par des forces politiques. Si certaines ont été reprises depuis, aucune n'a pu encore être mise en œuvre.





JEAN CHESNOT/AFP

Une altercation entre les membres d'Action directe et les gendarmes à la lecture du verdict, au procès de 1994.



Dix ans d'Action directe. Un témoignage, 1977-1987
Jann Marc Rouillan, éd. Agone, coll. « Mémoires sociales », 412 p., 22 euros.

l'Élysée. Peu après, ils décident de renouer avec la lutte armée, en s'affairant à créer un « front anti-impérialiste », qui regroupera bientôt quelques éléments italiens, pliant pourtant déjà sous une répression massive, et surtout la dernière génération de la RAF et les Cellules communistes combattantes belges. Un front transnational qui réussit quelques coups d'éclat, comme les assassinats du général français Audran, au cœur

du complexe militaro-industriel hexagonal, de Georges Besse, PDG de Renault, ou, côté allemand, de l'industriel Ernst Zimmermann. Si AD fut le plus important groupe armé en France, l'affrontement n'atteignit jamais le niveau que connurent l'Allemagne et l'Italie. Rouillan le reconnaît d'ailleurs volontiers, à la différence des organisations armées italiennes qui longtemps purent s'appuyer sur un fort mouvement populaire solidaire, ils développèrent leurs actions dans un contexte de reflux des luttes ou, quand bien même des mobilisations naissaient, « leur élan était toujours plus privé d'un contenu subversif ». Peu à peu, ils sont retrouvés isolés et traqués, jusqu'à leur arrestation en 1987.

Malgré des formulations parfois grandiloquentes sur « l'engagement révolutionnaire » dans un style très marxiste-léniniste, ce « témoignage » donne à connaître « une histoire d'AD » et non « l'histoire d'AD ». Histoire peu documentée, dont Jann Marc Rouillan justifie ainsi l'intérêt : « L'interdit de témoigner de notre lutte que la justice a fait peser sur nous depuis trente ans est levé. La bataille de la mémoire a commencé »... ■

Rouillan, une bataille pour la mémoire

Le principal fondateur d'Action directe publie « un » témoignage, à partir d'un texte écrit en prison il y a près de vingt ans.

≡ Olivier Doubre

Originaire de la région toulousaine, Jann Marc Rouillan (1) adhère fin 1972 au Mouvement ibérique de libération (MIL), ancêtre des Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (Gari), mouvement armé essentiellement dirigé contre la dictature franquiste. Il partage alors un appartement à Barcelone avec Salvador Puig Antich, qui, quelques mois après avoir été arrêté, fut exécuté – garroté – dans une prison catalane. Jann Marc Rouillan échappe de justesse à cette funeste arrestation. Il est alors impensable pour le futur cofondateur d'Action directe (AD) de renoncer à une lutte radicale, « les

armes à la main », à la suite du mouvement autonome et mû par « l'impulsion des Brigades rouges (BR) et de la Rote Armee Fraktion (RAF) ».

Né fin 1977, AD va durer quelque dix années et, à la différence d'autres groupes de lutte armée, prôner un engagement internationaliste constant. Après une première période (jusqu'en 1980) où le petit groupe s'investit dans différentes luttes avec des actions surtout symboliques, essentiellement en France, certains membres (dont l'auteur) sont arrêtés à la fin du septennat Giscard d'Estaing, puis graciés après l'arrivée de François Mitterrand à

(1) Connu précédemment sous le nom Jean-Marc Rouillan.

Le Mythe de la « théorie du ruissellement »

Arnaud Parienty, La Découverte, 152 pages, 11 euros.

À peine élu président, Emmanuel Macron n'hésitait pas à affirmer que la France devait – et allait – devenir une « start-up nation ». Non sans assurer qu'enrichir les riches ferait bien retomber un peu de leurs fabuleuses ressources vers les gueux et autres travailleurs salariés. C'est à l'analyse de ce mythe du « ruissellement » que s'emploie ici l'économiste Arnaud Parienty, montrant combien cette « construction imaginaire » permet de justifier les mesures néolibérales. Et de conduire partout dans le monde à une explosion des inégalités. Un ouvrage très utile.



Ford Blanquefort même pas mort

Collectif, Libertalia, 96 pages, 8 euros.

C'est un livre de lutte en faveur des 900 travailleurs de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, dont l'un des plus célèbres est l'ancien candidat NPA à la présidentielle et toujours syndicaliste CGT Philippe Poutou, qui coordonne l'ouvrage avec Béatrice Walylo. Alors que la multinationale a réalisé 7 milliards d'euros de profits et reçu 50 millions de subventions publiques, elle a décidé de liquider ce site. Les droits de ce livre réunissant de brillantes plumes, de Serge Halimi aux Pinçon-Charlot en passant par Guillaume Meurice, et les dessins de Faujour ou Colloghan sont reversés à l'Association de défense des emplois Ford.

Une folle à sa fenêtre. Chroniques de L'Autre Journal (1990-1992)

Michel Cressole, GayKitschCamp, 84 pages, 12 euros.



Les plus anciens lecteurs de *Libération* se souviennent certainement des articles de Michel Cressole, journaliste et activiste gay, issu du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar). Il y fit connaître son univers interlope et introduisit plusieurs militants gays, de la trans Hélène Hazéra au futur fondateur d'Act Up-Paris Didier Lestrade. On retrouve ici ses chroniques de *L'Autre Journal*, où se lit son approche inclassable de la société de l'époque. En postface, Hélène Hazéra relate leur amitié et livre un témoignage précieux sur son propre parcours de journaliste passée par la prostitution et les shows porno.

« La laïcité a rigidifié l'inéga

HISTOIRE

L'historienne américaine **JOAN W. SCOTT** montre comment le discours sur la séparation entre sphères publique et religieuse a été utilisé pour asseoir la subordination des femmes.

≡ Olivier
Dobre

Professeure émérite au prestigieux Institute of Advanced Study de Princeton (États-Unis), Joan W. Scott a étudié par le passé l'histoire de l'inégalité entre les hommes et les femmes tout au long des XIX^e et XX^e siècles, en France et plus largement en Occident. Elle répond aujourd'hui aux thuriféraires du « choc des civilisations » et autres militants anti-islam, qui veulent faire croire que l'égalité de genre aurait été, de tout temps, une garantie offerte par la laïcité.

Vous insistez dans votre livre sur le fait que l'inégalité de genre a été fondamentale dans la séparation de l'Église et de l'État, qui, en 1905, va inaugurer la modernité occidentale. Comment cette inégalité de genre a-t-elle été formulée ?

Joan W. Scott : Essentiellement en termes de séparation des sphères féminine et masculine, telle qu'elle a été édictée dès la fin du XVIII^e siècle et plus encore au XIX^e. Les hommes étaient en charge du marché, des affaires, de la politique et du domaine public. Les femmes étaient repliées sur la sphère privée, celle de la famille, du foyer, des enfants, du sexe... Et, au moment de la séparation de l'Église et de l'État, les femmes étaient associées à la religion, car les concepteurs de cette mesure les considéraient comme ayant d'abord une sensibilité religieuse, non seulement en France, mais aussi aux États-Unis ou en Angleterre.

Aux États-Unis, toutefois, cette sensibilité religieuse était davantage conçue comme pouvant conférer un peu de douceur au capitalisme. Les femmes étaient perçues comme « *the heaven in a heartless world* » (« le paradis dans un monde sans pitié »). Elles apportaient quelque chose de finalement positif à la société, malgré l'inégalité fondamentale en droits avec les hommes. Mais la France avait pour particularité que la religion

y était l'ennemie de la République : les femmes étaient donc d'abord des agents de l'Église !

C'est pourquoi vous n'hésitez pas à rappeler que la laïcité a introduit « un nouvel ordre de subordination des femmes »...

Des différences avaient toujours existé entre hommes et femmes, bien sûr, mais, avec l'avènement de la modernité occidentale, la distinction devient plus rigide. Cette constatation n'est pas de mon fait : je cite un grand nombre d'historiens qui ont étudié cette évolution. Dès cette époque, Durkheim explique la division du travail entre hommes et femmes, qui se traduit par une division entre les sphères privée et publique. Et c'est bien avec cette division que l'on inaugure l'État moderne : il est alors très important d'insister sur la séparation entre

l'Église (donc les femmes) et l'État (donc la sphère publique, réservée aux hommes). Or, aujourd'hui, même si les femmes ne sont plus à ce point associées à la sphère privée (et à la religion), cette séparation demeure profondément inscrite dans les consciences.

Reconnaissant votre dette vis-à-vis des travaux de Michel Foucault, vous considérez la laïcité comme une « opposition discursive de pouvoir ». Pourquoi ?

J'ai tenté de réaliser une généalogie de la laïcité. Et c'est d'abord l'emploi qui est fait du discours sur la laïcité qui me paraît important, c'est-à-dire son usage par les tenants du « choc des civilisations » contre l'islam et les musulmans. J'ai en effet été influencée par Foucault, en particulier par sa conception



La Religion de la laïcité

Joan W. Scott, traduit de l'anglais (États-Unis) par Joëlle Marelli, Flammarion, 320 pages, 23,90 euros.



lité de genre »

de la généalogie, qu'il explique dans *Les Mots et les Choses* (1965) en insistant sur la discontinuité historique des discours et des notions. Il s'agit de prendre un concept dans son usage contemporain pour comprendre les effets du discours sur ce concept. C'est ce que j'ai essayé de faire avec la laïcité – qui renvoie à une question de pouvoir, surtout parce que la laïcité a toujours à voir avec l'État.

Comment la laïcité en est-elle venue à être utilisée, voire instrumentalisée, par les tenants du « choc des civilisations » ?

Cette question renvoie à mon précédent livre, *La Politique du voile*, paru aux États-Unis en 2007 (1). Je m'étais alors interrogée sur la façon dont fonctionne cette prétendue impossible intégration des musulmans dans la République française. Sur ce sujet, beaucoup d'hommes politiques, mais aussi de féministes, soutenaient que la laïcité était la principale garantie de l'égalité hommes-femmes. Or, en tant qu'historienne de la France et du féminisme ici, je me souvenais très bien avoir écrit et enseigné que les révolutions française et américaine n'avaient pas été synonymes de progrès en faveur des femmes. Selon certaines historiennes, elles ont même entraîné une dégradation de la condition des femmes. J'étais donc interloquée, mais j'ai aussi pris conscience que la controverse sur ce présumé « choc des civilisations » permettait d'oublier ce corpus d'histoire que nombre d'historiennes féministes et moi-même avions produit durant les trente ou quarante dernières années du XX^e siècle. C'est pourquoi j'ai décidé de revisiter ces recherches afin de montrer que la laïcité n'a jamais été instituée pour garantir l'égalité hommes-femmes dans la modernité occidentale.

Vous montrez aussi que le discours « laïciste » sur l'inégalité de genre remonte à un imaginaire, une pensée et des pratiques qui sont liés à l'histoire coloniale.

Il y a deux faces à cette histoire. La première repose sur le contraste construit entre « eux » et « nous », qui serions les « civilisés ». J'ai retrouvé un chapitre intéressant du livre de Tocqueville *De la démocratie en Amérique*, intitulé « Comment les Américains comprennent l'égalité de l'homme et de la femme ». Il se fonde sur la conception libérale du consentement : en signant un contrat dans lequel elle consent à l'inégalité et à la soumission, la femme formulerait un consentement libre, et l'on doit considérer qu'elle est l'égal de l'homme avec qui elle signe ce contrat.

Or les indigènes colonisées n'avaient pas accès à cette notion de contrat « librement » consenti. C'est ce qui a permis aux impérialistes d'affirmer que les femmes colonisées étaient inférieures aux Européennes.

La seconde face de l'histoire repose sur l'exportation de cette conception dans les pays colonisés : les Anglais en Inde ou en Égypte, les Français en Algérie ou ailleurs ont introduit une différence entre la loi (ou le contrat) en matière de propriété (où le chef de famille est bien sûr le décideur) et ce qui concerne la vie religieuse, où c'est la religion qui va s'occuper des femmes. Ce qui a évidemment légitimé une inégalité entre hommes et femmes. Et cette

Le colonialisme a eu un impact important sur la division hommes-femmes.

division a persisté jusque dans l'organisation des nouvelles nations indépendantes. C'est pourquoi plusieurs historiens ont montré que les inégalités de statut entre hommes et femmes dans les pays post-coloniaux trouvent pour une grande part leur origine dans cette inégalité instituée sous le joug colonial. On voit là l'impact important du colonialisme sur l'inégalité de genre – qui a perduré jusqu'à aujourd'hui.

Vous montrez que ce discours du « choc des civilisations » connaît une sorte de renouveau en mettant en exergue une (hypothétique) émancipation sexuelle des femmes occidentales. Il est devenu plus difficile à tenir depuis les affaires Weinstein et la déferlante #metoo...

La question de l'émancipation sexuelle des femmes occidentales a toujours été au cœur du discours contre l'islam et l'oppression que subissent beaucoup de femmes musulmanes. Les femmes occidentales seraient totalement libérées et en capacité de toujours choisir avec qui elles veulent coucher... à la différence des femmes musulmanes, toujours présentées comme opprimées sexuellement.

Jusqu'à l'année dernière, l'argument a fonctionné à plein. Mais, avec #metoo, on a bien vu que beaucoup d'hommes occidentaux, avec leur culture masculine, se croient intimement autorisés à abuser sexuellement des femmes. Et il s'agit chez eux assurément d'une sexualisation du pouvoir. Avec toutes ces révélations, la signification de l'émancipation sexuelle des femmes occidentales est fortement remise en question ! Pour autant, je ne crois pas que cela a vraiment encore infirmé le contraste entre femmes occidentales et femmes « orientales ». Car je crains que beaucoup de féministes occidentales, prêtes à remettre en cause la domination masculine chez elles, changent de lunettes dès qu'il s'agit de l'islam ! ●

MOTS CROISÉS

par JEAN-FRANÇOIS DEMAY

Grille n° 450

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2		■							
3					■				
4				■					
5		■							
6							■		
7					■				
8									
9				■		■		■	
10			■						
11									

HORIZONTAL :

1. On le préfère rapin des mers plutôt que facho. **2.** Déclarations d'intérêt. **3.** Bouffe hardes. Bon, il est commun. **4.** Qu'elle nous foute la paix. Difficile à monter. **5.** Offris une version peu originale. **6.** Comme une pique qui blesse. La surprise de César. **7.** Des rues shinto. Huile du margousier. **8.** Tira des larmes. **9.** Fan-club de Wauquiez. **10.** Petit maître. L'existence chez Heidegger. **11.** Femmes de terrain.

VERTICAL :

I. Notes très diplomatiques. **II.** Commence et finit l'intestin. Feuille des disparus. **III.** Reviendrai sur des mots. **IV.** Petit pin. Il fait des pompes. Collés dans l'addition. **V.** Mouche le morveux. Il empoisonne la terre entière. Palmier pinot. **VI.** Mettent en pages. Personnel. **VII.** Faite avant le divorce. Il aide à bourrer les couches. **VIII.** Argumentâtes dans le désert. Queue de pie. **IX.** Pour ne pas se mouiller avant de passer un accord.

Solution de la grille n° 449

- | | |
|----------------|-------------------|
| 1. Plutonium | I. Prédicateur |
| 2. Rosiras | II. Lourde. Alto |
| 3. Eue. Écoïn | III. Usée. Dira |
| 4. Dresseurs | IV. Ti. Sri Lanka |
| 5. ID. ET | V. Öres. Lis. Al |
| 6. Cédille | VI. Nacelle. Tri |
| 7. Iliescu | VII. Isou. Esches |
| 8. Taras. Che | VIII. Ire. Chant |
| 9. Élan. Thau | IX. Monstrueuse |
| 10. Ut. Karens | |
| 11. Royaliste | |

Catherine Sinet, joyeusement consternée

PRESSE

Lancé dans l'improvisation, *Siné Mensuel* fête aujourd'hui ses dix ans. Sa directrice se félicite d'un titre satirique libre et indépendant. À son image de bourlingueuse et rebelle.

≡ Jean-Claude Renard

Voilà dix ans, « Gérard Collomb était socialiste, Emmanuel Macron était banquier, Virginie Calmels produisait de la télé-réalité et Donald Trump finançait les démocrates. Jacques Attali en était à son 92^e rapport. DSK aussi (mais lui, c'était par jour)... » C'est là un extrait du billet d'humeur que signe Charline Vanhoenacker dans ce hors-série anniversaire de *Siné Mensuel*. Parce qu'il y a juste dix ans paraissait le premier titre de *Siné Hebdo*. Dix ans « à faire du mal... et ça fait du bien ».

Ils sont quelques-uns, aux côtés de la trublionne de France Inter, à saluer cette décennie dans ce numéro particulier : Isabelle Alonso, Delfeil de Ton, Philippe Geluck, Didier Porte, Jackie Berroyer, Benoît Delépine... Avant de retracer le parcours du journal à grand renfort d'articles et de dessins.

Aujourd'hui, *Siné Mensuel* peut savourer son anniversaire en grande pompe. Trente-deux pages paraissant le premier mercredi du mois, gavées de textes et de dessins, un ton féroce, une ironie braillarde, des réflexions pertinentes et impertinentes. Six salariés permanents, un tirage à 42 000 exemplaires, 3 000 abonnés et quelque 20 000 canards vendus en kiosque, à 95 % en régions. Preuve d'un journal guère parisianiste.

Mais qu'on revienne en arrière : au début de l'été 2008, *Siné* (Maurice Sinet de son vrai nom), alors à *Charlie Hebdo* depuis une quinzaine d'années, rédige un papier ironique sur Jean Sarkozy, qui s'appête à épouser une héritière de la famille Darty. Reprenant une info de *Libération*, le chroniqueur s'amuse à voir dans le fiston un bientôt converti au judaïsme à l'occasion de son mariage. Et ponctue sa chronique par « il ira loin, ce petit ». Proche de Nicolas Sarkozy, Philippe Val, patron de l'hebdo, n'apprécie guère. *Siné*, taxé d'antisémitisme, est viré. Un injuste procès, vu le parcours intime et professionnel du bonhomme, qu'il gagnera en justice.

Poussé par une bande de copains, le dessinateur décide de créer dans la foulée son propre

journal, entraînant sa femme, Catherine, dans l'aventure. Au cahier des charges, « un canard qui ne respectera rien, n'aura aucun tabou, chiera tranquillement dans la colle et les bégonias, sans se soucier des foudres et des inimitiés de tous les emmerdeurs ». Voilà pour le décor planté par un *Siné* qui n'a jamais cessé d'exprimer sa colère, entre son dessin, son graphisme et sa plume coup de poing. Parmi les premiers signataires, on recense déjà les plumes de Christophe Alévêque, de Guy Bedos et de Didier Porte, les dessins de Philippe Geluck, de Berth, de Tardi, de Poussin. Et consorts.

DOIGT(S) D'HONNEUR

« On était partis pour durer trois numéros. On n'y croyait pas une seconde ! » se rappelle aujourd'hui Catherine Sinet, mine espiègle, trempée de malice, le sourire large comme un trois-mâts en route pour l'infini. Balle peau : le premier numéro, avec un autoportrait de *Siné* en une levant un doigt d'honneur, se vend à 140 000 exemplaires. Au deuxième numéro, toujours à la une, Bob le boss lève deux doigts d'honneur ! On n'exagère jamais assez.

L'expérience dure jusqu'en avril 2010 : le journal est en faillite... avant de revenir en kiosque en septembre 2011.

On garde le même esprit, on prend les mêmes et on recommence – sous la forme d'un mensuel. En mai 2016, *Siné* tire sa révérence, succombe au crabe. Le titre vacille moralement dans l'absence d'un patron exigeant et câlinou à la fois. Cofondatrice du titre, Catherine ne reprend pas le flambeau ; elle poursuit l'œuvre, en toute liberté, « puisqu'on n'a pas d'actionnaires qui nous emmerdent ni de publicitaires qui nous dicteraient ce qu'il faut écrire. On n'a pas d'obligations et on essaye d'être partie prenante de la société. C'est un journal hétéroclite, avec des coups-de-bouleurs très différents qui amènent leur propre sensibilité, comme les dessinateurs. Et tous peuvent se lâcher », se félicite-t-elle.

« C'est quelqu'un qui nous a toujours impressionnés, confie Philippe Geluck. Parce

qu'elle possède une force en elle et des convictions. Ce n'est pas seulement "la femme de". » Pour dire vrai, à 70 ans et mèche, la dame n'en est pas à sa première expérience éditoriale.

C'était pas vraiment la meilleure année pour voir le monde. Catherine Weil naît en mai 1942, entre un père issu de la grande bourgeoisie et une mère juive, de loin aimante, dépassée par sa progéniture. Elle est élevée comme un enfant catholique, guerre oblige, à côté d'un frère né trois ans plus tard, le même mois, le même jour et à la même heure. Dans le XVI^e arrondissement de Paris, trois jours après la naissance de Catherine, une bombe traverse le sol de l'appartement familial. Son berceau reste au bord de la crevasse. Ça dessale pour la vie. Dans une famille qui n'a pas la fibre parentale, elle part en pensionnat en Angleterre à l'âge de 12 ans et y reste deux années.

De retour à Paris, la gamine se cogne une vie familiale sans poésie. Jugée trop dévergondée, elle est envoyée en Allemagne, avec la

Trois jours après sa naissance, une bombe traverse l'appartement.

vague idée de préparer l'école d'interprétariat de Genève. On est en 1957, à une période où les stigmates de la Seconde Guerre sont encore vifs. Faut-il être vicelard pour envoyer sa fille outre-Rhin, dans un pensionnat installé au-dessus d'un dépôt de purin ! À 18 ans, elle

épouse un Américain, représentant en encyclopédies. Ou comment se débarrasser du carcan familial. Le mariage se dissout vite dans les brumes frontalières, avant qu'elle ne décanille à Rome, en fille-mère (de Stéphane Mercurio, aujourd'hui documentariste).

Il faut bien croûter alors. Au gré des rencontres, elle joue pour Marco Ferreri (*La Marche nuptiale*) et multiplie les petits travaux de traduction. Tombe une proposition incongrue : créer un journal féminin en italien ! Catherine Weil n'a encore aucune expérience de la presse. Va pour *Ragazza Pop*. « On avait plein de choses à dire, à une époque où les femmes ne possédaient même pas de chéquier ! » Cette même année, fin 1966, de passage à Paris, elle rencontre *Siné*. Coup de foudre. À ce bémol près qu'on lui propose



Siné Mensuel
hors-série, « 10 ans à faire mal... et ça fait du bien », 128 pages, 9,90 euros, en kiosque jusqu'au 19 décembre.

Enlarge your audience

Et donc : le raciste a encore fait un livre abject. Et toi, évidemment, tu l'as encore invité dans ton émission *****. Tu sais qu'il est raciste : tout le monde le sait. Tout le monde en parle, à chaque fois qu'il descend d'un nouveau degré dans l'abjection. C'est peut-être même, qui sait, pour ça que tu l'invites : parce que tu sais qu'il va proférer des atrocités et que ça fera parler de ton émission ***** (1).

Donc, j'y insiste, parce que ça dit beaucoup de toi : tu réinvites encore le raciste, en sachant parfaitement qu'il va encore dire des ignominies – c'est booon ça, coco, ça va te doper le buzz pis que si tu recrutais parmi la gauche médiasceptique. (Je me prends à supputer que, si tu avais vécu ta vie de ***** divertisseur dans la première partie du siècle dernier, t'aurais pas rechigné à traiter le si corrosif M. Doriot.)

Et bien sûr, le raciste a fait dans ton émission ***** ce qu'il fait toujours – ce pour quoi tes pair-e-s et toi le conviez, je soupçonne, si régulièrement : il a touillé de la haine. Et toi, tu l'as laissé faire. Tu l'as laissé dire. *Enlarge your audience !*

Tu réinvites le raciste dans ton émission en sachant qu'il va encore dire des ignominies.

Mais, quand même, t'as finalement coupé au montage la plus infâme séquence de son odieux happening. Ce qui te gêne, je soupçonne, c'est pas tant qu'un salopard vomisse des abominations depuis le fauteuil où tu l'as si complaisamment installé que le fait

que ça pourrait, par un coûteux ricochet, t'exposer à d'éventuelles poursuites judiciaires (2). Pour incitation à des trucs un peu laids, genre. Et, comme la place me manque, je garde pour une prochaine fois ce que m'inspirent tes justifications, sur le thème mais-attendez-le-raciste-vend-des-livres-alors-pourquoi-que-je-l'inviterais-pas ? (Je te rappelle tout de même que toutes les semaines, ou presque, d'excellents bouquins paraissent, qui dénoncent précisément les phobies dans lesquelles ton hôte récurrent baratte son fanatisme. Mais, curieusement, tu donnes parfois l'impression d'être moins impatient de recevoir leurs auteur-e-s (3) que de faire la promotion de ce sinistre mec.)

La place me manque, disais-je : il me reste juste assez de mots pour te dire que je me demande encore si tu es un ***** ou un ***** – et que j'ai coupé au montage quelques mots de cette chronique, comme tu l'auras sans doute relevé : prends-le vraiment comme un hommage.

(1) Et si c'est bien l'explication, ça marche, tavu ? Sans quoi je serais plutôt en train de narrer ici, comme j'en avais formé le projet, l'espèce de fureur un peu inquiétante qui s'empare de Frédérique Calandra, maire « de gauche » – c'est elle qui le dit, c'est forcément vrai – du XX^e arrondissement de Paris, à chaque fois que son chemin croise (de très loin, pourtant) celui de Rokhaya Diallo – et de quelques autres militantes féministes et antiracistes.

(2) Ou, qui sait, à d'éventuelles admonestations de ton employeur – qui n'est pourtant pas spécialement regardant, pas vrai ?

(3) Il est vrai aussi – je te concède bien volontiers ce point – que tou-te-s ne rêvent peut-être pas d'être vu-e-s sur ton plateau.



ARNAUD BAUMANN

alors de diriger un pôle de magazines féminins... à São Paulo. L'ancienne pensionnaire en Allemagne n'en est pas à une bourlingue près. Elle accepte. L'expérience brésilienne dure le temps d'une grossesse, neuf mois, jusqu'à ce que Siné, las des relations épistolaires, fasse le voyage avec la ferme intention de rentrer à Paris avec elle, au grand dam du patron, dépité, qui ne comprend pas que cette jeune femme puisse être amoureuse au point de refuser un pont d'or.

REBELOTE

Post-68, les années se révèlent difficiles pour celle qui devient madame Sinet et adopte avec son mari Sung Kwon, un gamin de 5 ans. Mais il y a bien longtemps qu'elle n'a pas vécu en France, où personne ne la connaît. Elle rame d'un petit boulot à l'autre, à la pige, dans la pub... 1981 est un tournant. Elle entre dans la fine équipe de Michel Polac, qui vient de lancer sur TF1 « Droit de réponse », avec succès. Catherine s'impose rapidement en rédactrice en chef de l'émission. Guère payée, mais régulièrement ! Jusqu'à la fin brutale, en septembre 1987. « On emmerdait la direction. Ils n'avaient aucune prise sur nous ! On rassemblait chaque samedi dix millions de téléspectateurs. C'était si verrouillé avant ! Les gens avaient l'impression d'un vent de liberté, observe-t-elle maintenant. Ça avait l'air léger, mais il y avait un réel travail de fond. »

Catherine Weil-Sinet poursuit l'aventure télévisuelle avec Michel Polac pour une émission littéraire, « Libre et change », travaille

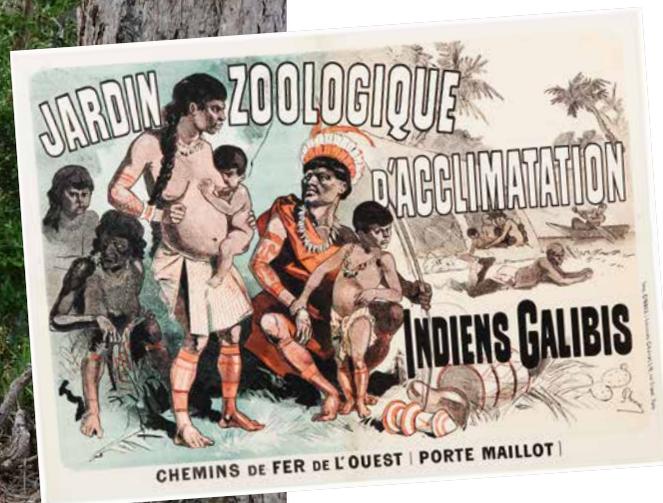
dans le documentaire, publie une enquête sur Jacques Médecin, repique à la télé avec « Chassés-croisés » sur TV5, un magazine de débats présenté en alternance par Michel Polac et Bernard Langlois, puis « J'y crois, j'y crois pas », animé par Tina Kieffer, autour des questions de société, sur TF1.

En 2002 sonne l'heure de la retraite. Basta cosi pour celle qui se reconnaît « *lucide et optimiste* » (ça complique bien des choses), avec un regard écaillé sur le petit écran. « *Tout est formaté, tout le monde a peur de son ombre, il n'y a quasiment plus de direct. Je suis chaque soir consternée devant ma télé, à quelques exceptions près. D'autant qu'il n'y a pas besoin de censure, l'autocensure fonctionne très bien ! On est revenu à la voix de son maître ! Du côté de la presse, ce n'est pas moins consternant.* »

La retraite ne dure guère puisque, dans l'été 2008, Siné décide de créer son journal. Rebelote alors ! « *On peut être admiratif de sa combativité, de son côté valeureux, se réjouit Guillaume Meurice, qui vient de rejoindre l'équipe de Siné Mensuel. Elle pourrait couler des jours paisibles, ce n'est pas le cas. Elle a un rare souffle de liberté, qui donne envie de vieillir comme ça !* » Passé ce hors-série spécial, Catherine Weil-Sinet a déjà l'œil sur le prochain numéro. Les migrants sous l'angle des mineurs, les suicides en prison, l'uranium, un reportage sur le Portugal, le plan santé. Le tout animé de dessins. « *Mais tout peut encore bouger.* » Comme s'il fallait ne pas se priver de diversifier les plaisirs. ●



Ci-contre, Walter Palm Island, descendant de Tambo, un aborigène d'Australie.



Affiche d'un zoo humain au Jardin d'acclimatation de Paris.

Comme des bêtes

TÉLÉVISION

Sauvages. Au cœur des zoos humains, un documentaire de Pascal Blanchard et Bruno Victor-Pujebet, retrace un crime qui a perduré plus d'un siècle et dont la mémoire a été occultée.

≡ **Jean-Claude Renard**

(1) Codirecteur de *Sexe, race et colonies*, avec Nicolas Bancel, Gilles Boëtsch, Dominic Thomas et Christelle Taraud, La Découverte.

Sauvages. Au cœur des zoos humains, samedi 29 septembre, à 20 h 50, sur Arte (1 h 30), et jusqu'au samedi 6 octobre sur Arte + 7.

Tambo, aborigène d'Australie, Ota Benga, Pygmée du Congo, Petite Capeline, Fuégiennne de Patagonie, Jean Thiam, Wolof du Sénégal, Marius Kaloïe, Kanak de Nouvelle-Calédonie, Moliko, Kali'na de Guyane. Comme eux, des milliers de personnes ont été exhibées, réduites à l'état de bête curieuse, dans les jardins d'acclimatation, dans des cirques, dans les expositions coloniales et universelles.

Entre 1810 et 1940, 35 000 personnes ont été déplacées, vues par 1,5 milliard de visiteurs, qui viennent contempler des sauvages en chair et en os issus de contrées exotiques. À qui l'on demande de jouer aux cannibales, de danser, de combattre. Pour eux, privés de leurs droits les plus élémentaires

(même si certains sont payés, chichement), ce sont des journées passées dans un enclos, sous le regard avide du public. Articles et catalogues véhiculent une histoire inventée de toutes pièces, mise en scène pour promouvoir la hiérarchisation des races et justifier la colonisation du monde.

Raconter plus d'un siècle d'une tragédie trop méconnue encore, tel est l'objet de ce documentaire exceptionnel de Pascal Blanchard, historien du fait colonial (1), et Bruno Victor-Pujebet, *Sauvages. Au cœur des zoos humains*, mêlant histoires individuelles et histoire collective, archives et analyses.

Si, longtemps, les exhibitions humaines sont réservées à une élite, au début du XIX^e siècle, la mode des expositions ethnographiques se répand dans les foires

et les théâtres. Régulièrement, les scientifiques affluent pour examiner ces sauvages. « *Ethnologues, anthropologues et savants construisent alors un racisme fondé sur l'analyse scientifique des différences humaines. Une analyse destinée aux érudits* », explique Pascal Blanchard. Tandis que quelques personnalités vont saisir tout l'intérêt financier de ces spectacles, comme Albert Geoffroy Saint-Hilaire, zoologiste, à la tête du Jardin d'acclimatation, à Paris, ou Carl Hagenbeck, outre-Rhin. Succès à la clé, qui encourage les tournées, où les individus voyagent d'une ville à l'autre dans des wagons à bestiaux.

Les zoos humains vont ainsi se multiplier, au diapason des empires coloniaux qui ne cessent de s'étendre. Parce qu'il faut faire connaître aux opinions sa

puissance impériale, faire vivre ses conquêtes à ceux qui ne voyagent pas. Si toute expo a une fin de propagande, avec les zoos humains, explique Pascal Blanchard, « *on assiste au passage progressif d'un racisme scientifique à un racisme populaire, un passage qui n'est lié ni à la littérature ni au cinéma, puisque celui-ci n'existe pas encore, mais à la culture populaire, avec des spectateurs qui vont au zoo pour se divertir, sans le sentiment d'être idéologisés, manipulés* ». Parce que tout cela est faux.

Dans ce rapport à la vérité, l'avènement de la photographie est un tournant. La preuve est faite, avec elle, de l'organisation raciale de l'humanité entre civilisés et sauvages. Car l'image ne ment pas, quand le dessin pouvait laisser planer le doute. C'est un outil imparable. On peut s'étonner cependant de toute absence de discours critique dans ce siècle de tragédie (sinon dans les années 1930, avec le Parti communiste et la Ligue des droits de l'homme). « *À l'époque, répond Pascal Blanchard, pour savoir que cela est faux, il faut pouvoir comparer. Or le public ne voyage pas encore. On est à peine dans les*

premiers temps de la connaissance. Celui qui critique se retrouve solitaire. Quand Léon Werth, après une visite au Jardin d'acclimatation, en 1912, dénonce des hommes "vêtus en nègre clown" fabriqués par l'Occident pour faire croire à l'Occident qu'il existe des Noirs ainsi faits, personne ne le comprend, ni ne le suit ! »

Léon Werth avait un peu trop d'avance. À vrai dire, il y a encore vingt ans, on ne savait pas ce qu'étaient les zoos humains. « Il a fallu faire de la pédagogie, relève Pascal Blanchard, ce qu'on a fait au Quai-Branly en 2011, grâce à l'exposition menée avec Lilian Thuram, "Exhibitions. L'invention du sauvage". Depuis, les choses ont changé. » Avec ce bémol : en dehors de la présence de Thuram, co-commissaire de cette exposition, seuls les Blancs s'emparent de cette histoire.

« Ce fait est longtemps resté inaudible, explique l'historien. Il y a eu un travail réalisé par les Indiens d'Amérique du Sud, personne ne l'a entendu ! Pas même en 2011, l'année des Outre-Mer ! Les universitaires en Amérique du Sud, en Inde ou en Afrique n'ont pas considéré que ces faits étaient majeurs. C'est lié à la priorisation des sujets. Il a fallu attendre une nouvelle génération de chercheurs pour que ces questions soient prises en main. Mais on n'est qu'au début des travaux, sachant que toutes les archives et les documents sont en Europe, et pas dans les contrées lointaines. »

En ce sens, les artistes ont une longueur d'avance. « Avec une puissance de frappe supérieure aux chercheurs », reconnaît Blanchard. D'où la présence, dans ce documentaire, du travail de la photographe américaine Ayana Jackson, qui déconstruit par l'image ce que l'image a fabriqué, restitue les postures raciales en se mettant elle-même en scène, établit la connexion entre les images de la domination sexuelle et coloniale, le passé et le présent.

Pas de hasard non plus si le commentaire est assuré par le rappeur Abd al Malik. C'est que l'artiste a des ancêtres pygmées, mais ne savait rien des zoos humains. « C'était donc le mieux placé pour raconter cette histoire au plus grand nombre, avec son rythme, son phrasé, confie Pascal Blanchard. Il a apporté sa respiration tout en étant réellement impliqué. Dans une certaine mesure, il devient ici le porte-voix de ceux à qui on n'a jamais donné la parole. » En parfaite symbiose. ●

La Reprise, Histoire(s) du théâtre (I),
Festival d'automne, Théâtre Nanterre-Amandiers, Nanterre (92), 01 46 14 70 00. Jusqu'au 5 octobre.

Scène du quotidien



HUBERT AMIEL

THÉÂTRE

Dans *La Reprise*, Milo Rau, continue de mettre le théâtre à l'épreuve de la violence de l'époque.

Pour Milo Rau, le théâtre se doit d'être lié aux grandes tragédies de l'époque. Il est censé pouvoir interroger les mécanismes du pire tout en questionnant son pouvoir de les enrayer. Dans *Hate Radio*, par exemple, il reconstituait une émission de la Radio-télévision libre des Mille Collines (RTL), qui appelait quotidiennement les Hutus à éradiquer les Tutsis. Avec *Five Easy Pieces*, il créait la polémique en mettant des enfants en scène dans une pièce consacrée à l'affaire Dutroux, tandis que son triptyque composé de *The Civil Wars*, *Dark Ages* et *Empire* sondait, à travers la biographie de quatre acteurs, les zones les plus sombres de l'histoire européenne récente. À chaque fois différent, le frottement entre le théâtre et l'extérieur suscite un trouble.

Créé au NTGent, dont Rau, depuis, a pris la direction, puis joué au Tandem à Douai et au Festival d'Avignon avant d'arriver au Festival d'automne, *La Reprise, Histoire(s) du théâtre (I)* est une nouvelle pelletée dans l'insoutenable. Cette fois, Milo Rau s'intéresse au meurtre en avril 2012, à Liège, d'Ihsane Jarfi, un jeune homosexuel qui fêtait l'anniversaire d'un ami. Mais, cela, *La Reprise* ne le dévoile que lentement, au fil des témoignages des six interprètes sur leur rapport au théâtre en général et le processus de création du spectacle en particulier.

Depuis le casting organisé par le metteur en scène pour trouver des comédiens prêts à se confronter à la violence du sujet jusqu'à la reconstitution finale de la scène de meurtre.

C'est Johan Leysen, grand acteur flamand et compagnon de longue date de Milo Rau, qui se livre d'abord à l'exercice. Il mêle Shakespeare à l'affaire. Il affirme que « jouer, c'est comme livrer une pizza, c'est la pizza qui est importante ». Nulle hiérarchie entre théâtre et quotidien chez Milo Rau, mais une cohabitation qui souligne la force du collectif éphémère présent sur le plateau en même temps que ses failles. Ses doutes quant à la capacité du théâtre à « changer le monde », objectif qui figure en tête des dix points du *Nouveau Manifeste de Gand* écrit par Milo Rau au moment de sa nomination à la direction du NTGent.

Ce texte, bref mais radical, pose par exemple l'obligation d'inclure dans chaque création au moins deux comédiens non professionnels – le magasinier Fabian Leenders et la gardienne Suzy Cocco dans *La Reprise* – et limite le volume total du décor à vingt mètres cubes, ce qui doit le rendre « transportable dans une camionnette ». Obéissant à toutes ces règles, *La Reprise* participe d'une réflexion sur la nécessité de transformer les rapports du théâtre à la société, qui fait du NTGent un lieu à suivre de près. ●

COMBAT

Oleg Sentsov

Au moment où nous mettons sous presse, le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov vit son 135^e jour de grève de la faim dans une prison russe où l'a jeté Vladimir Poutine pour ses prises de position politiques. Une projection publique de l'un de ses films, *Gamer*, a été organisée devant l'ambassade de Russie à Paris le 22 septembre.

OSCARS

La Douleur

« La commission chargée de désigner le film qui représentera la France à l'Oscar 2019 du meilleur film en langue étrangère vient de désigner *La Douleur* », a annoncé le Centre national du cinéma, le 21 septembre. Bonne nouvelle ! Le film d'Emmanuel Finkiel, superbe adaptation du livre éponyme de Marguerite Duras, n'avait été sélectionné dans aucun des grands festivals. Ce qui n'a pas empêché 350 000 spectateurs d'apprécier l'intelligence et la sensibilité de ce film et de ses interprètes, Mélanie Thierry et Benoît Magimel en particulier.

LITTÉRATURE

Guyotat politique

Alors qu'*Idiotie*, ce très grand livre (lire *Politix* du 5 septembre), est en librairie depuis quelques semaines, paraît un essai incisif sur son auteur, Pierre Guyotat. Il est signé par un professeur de littérature contemporaine et de théorie critique québécois, Julien Lefort-Favreau, qui s'est intéressé au « Pierre Guyotat politique ». En adoptant cet angle de vue, Lefort-Favreau ne considère pas l'œuvre de l'auteur de *Tombeau pour cinq cent mille soldats* de façon étroite. Il l'embrasse au contraire dans sa totalité et rend compte de ce qui la travaille en permanence : la constitution d'un sujet à l'intérieur d'un récit de l'histoire, passée ou en train de se faire. Mieux : contrairement à la doxa critique qui s'est empressée de jeter aux oubliettes, non sans démagogie, les réalisations des avant-gardes des années 1960 et 1970, cet essai établit un lien entre, d'une part, les années *Tel Quel* de Pierre Guyotat et ses textes les plus expérimentaux et, d'autre part, sa série autobiographique écrite en « français normé » (*Coma, Formation, Arrière-fond, Idiotie* en étant le quatrième volet). « L'œuvre de Guyotat nous paraît se tenir sur une fine ligne entre la reconnaissance des errances du passé et la fidélité à une certaine radicalité politique », écrit Lefort-Favreau. Un essai salvateur.

Pierre Guyotat politique, Julien Lefort-Favreau, Lux, 296 pages, 18 euros.

Tranches d'étrange

LITTÉRATURE

Dans la Roumanie post-communiste, le quotidien d'une adolescente et d'une grand-mère peu ordinaires.

Que mettre à la place des portraits de Ceausescu qui laissent sur les murs les traces d'une longue dictature ? Telle est la question qui traverse *Le Bûcher* de György Dragomán, second volet d'un triptyque consacré à la dictature roumaine. Après *Le Roi blanc* (Gallimard, 2009), où il confiait la description de la Roumanie des années 1980 à un enfant dont le père avait été enlevé par la police politique, l'auteur donne les rênes du récit à un personnage à peine plus âgé et guère davantage gâté par l'histoire. Soit Emma, 13 ans, pour qui la chute du dictateur survient juste après la mort de ses parents dans un accident de voiture.

Le roman s'ouvre sur l'arrivée à l'orphelinat d'une inconnue qui se présente comme la grand-mère de la narratrice. Pour l'adolescente, c'est la table rase. De même que pour le lecteur, qui découvre à travers ses yeux le petit village éloigné où l'emmène l'aïeule. Ses deuils et ses tentatives de relèvement. Tout au long des 500 pages, Dragomán reste à hauteur de sa jeune protagoniste. Pas plus qu'il ne nomme le défunt dictateur, il ne met de mots sur les traumatismes d'Emma, qui déploie face au drame des talents et un imaginaire fécond.

Dans *Le Bûcher*, prosaïsme et surnaturel se mêlent de manière singulière. Récit du quotidien vécu par les deux femmes, le roman décrit dans une langue belle et elliptique une suite de rituels apparentés à de la sorcellerie. Un parcours ponctué de symboles mystérieux qui marquent l'entrée de la narratrice dans l'âge adulte et l'hésitation de la Roumanie au seuil de la démocratie. Autant que l'apprentissage du dessin et de la course d'orientation, qui permet au personnage de mesurer sa liberté d'expression, les gestes étranges que lui enseigne sa grand-mère disent la nécessité d'une réinvention totale de l'existence et des manières d'en faire la chronique. **Anaïs Heluin**

≡ Jérôme Provençal

Caravane Aurillac,
du 27 au
29 septembre,
www.cnd.fr

Le Bûcher,
György
Dragomán,
traduit du
hongrois par
Joëlle Dufeuilly,
Gallimard,
527 pages,
24 euros.

Des pas de côté

DANSE

Impulsé en 2017, le projet Caravane sillonne le monde pour faire découvrir le Centre national de la danse en modèle réduit. Étape à Aurillac.

Installé à Pantin, au bord du canal de l'Ourcq, dans un imposant bâtiment de béton, le Centre national de la danse (CND) quitte régulièrement ses murs depuis 2017 par le biais de Caravane. Ayant pour objectif de mieux faire connaître le lieu et ses différentes activités, ce projet de coopération itinérante amène le CND à se déplacer en France ou à l'étranger et à s'implanter, sous une forme beaucoup légère, pendant quelques jours, sur un territoire. L'initiative en revient à Mathilde Monnier, figure essentielle de la danse contemporaine et directrice du CND depuis fin 2013.

« Le projet Caravane répond à une logique de mission de service public et vise à rendre le CND plus accessible, explique Mathilde Monnier. Déployés ailleurs, nos divers outils sont mis à disposition à la fois des professionnels et du grand public, en collaboration étroite avec les structures

d'accueil. Il ne s'agit pas d'une vitrine éphémère mais d'un vrai travail de fond sur le terrain, qui représente un an de préparation en amont. »

Cinq personnes de l'équipe du CND partent ainsi à la rencontre des spectateurs et des acteurs locaux de la danse, afin non seulement de mener différentes actions durant un temps donné mais surtout de générer une synergie durable. « Au-delà de Caravane, nous cherchons à établir un projet commun sur le long terme avec chaque région ou pays », précise Mathilde Monnier.

Ayant démarré en avril 2017 à Porto, le projet a ensuite voyagé à Guanajuato (Mexique), Pau, Madrid et Taipei. Il fait à présent halte à Aurillac, du 27 au 29 septembre, s'inscrivant ici dans le cadre de la Biennale de danse de Lyon, qui se déroule jusqu'au 30 septembre. Cette étape en région Auvergne-Rhône-Alpes

se justifie d'autant plus que le CND dispose d'une antenne permanente à Lyon.

Élaborée en partenariat avec plusieurs structures locales, dont la Manufacture et le Théâtre municipal d'Aurillac, cette Caravane Aurillac comprend notamment un atelier pour danseurs professionnels, une rencontre autour des métiers de la danse, un service de conseil auprès des danseurs et des compagnies, des ateliers destinés aux amateurs et un atelier géant de yoga ouvert à tous et animé par Mathilde Monnier – qui pratique elle-même le yoga depuis quinze ans.

Au programme figurent également deux expositions : *Document unique* et *À chaque danse ses histoires*. La première donne à voir une photo de l'icône danseur et chorégraphe japonais Hideyuki Yano, extraite par le photographe Marc Damage des riches archives du CND et présentée avec un texte de Jean-Yves Jouannais. La seconde prend la forme d'une traversée pédagogique de l'histoire de la danse.

S'ajoute encore *Époque*, pièce de Volmir Cordeiro, jeune danseur et chorégraphe brésilien, artiste associé au CND, qui développe un langage très singulier et remuant (photo). ●



Un film non corseté par l'amplitude des moyens requis.



JÉRÔME PRÉVOIS

L'émancipation en tête

CINÉMA

Un peuple et son roi, de Pierre Schœller, montre le Paris révolutionnaire de 1789 à l'exécution de Louis XVI. Passionnant... et discutable.

≡
Christophe
Kantcheff

C'était à se demander si, pour le cinéma, la Révolution française s'était faite sans le peuple. *Danton*, de Wajda ? *Les Adieux à la reine*, de Jacquot ? Ou même l'excellent *La Nuit de Varennes*, d'Ettore Scola ? À peine aperçoit-on, dans la plupart des films se déroulant à cette période, quelques ombres dans un coin de l'écran, hirsutes, frustes ou carrément barbares. Seul Renoir, dans sa *Marseillaise*, a montré un petit peuple d'insurgés, mais il reflète davantage les préoccupations des années 1930 que celles des sans-culottes.

Avec *Un peuple et son roi*, la Révolution descend enfin dans la rue. On est dans l'atelier d'un souffleur de verre, l'Oncle (Olivier Gourmet), où vit sa famille élargie. L'atelier donne dans une rue étroite, à la vue bouchée par la Bastille, qui vient d'être prise. On la détruit, alors les habitants sortent pour goûter la lumière qui, pour la première fois, perce derrière les premières pierres fracassées...

Ces gens – l'Oncle, sa femme (Noémie Lvovsky), Françoise (Adèle Haenel) et celui qui deviendra son amoureux, Basile (Gaspard Ulliel), mais aussi Margot (Izïa Higelin) et Tonin (Johan Libéreau) – ont soif de liberté, d'égalité et de fraternité. Ils aspirent à des droits nouveaux et, à l'Assemblée nationale, où ils se rendent afin de suivre les débats, ils donnent de la voix pour soutenir ceux qui les défendent : Robespierre (Louis Garrel) en tête... C'est la grande réussite de ce film, non corseté par l'amplitude des moyens qu'il a requis : cette plongée parmi les acteurs anonymes de la Révolution, notamment les femmes, dont l'implication fut considérable, même si elles étaient exclues y compris du suffrage universel.

Outre que Pierre Schœller montre ces gens dans les joies et les peines (un enfant mort-né) de leur vie quotidienne, il fait bien sentir ce mélange complexe d'espoir et d'anxiété, d'optimisme et de crainte qu'ils éprouvent à propos

du devenir de la Révolution, leur combat. Pour eux, le mot d'ordre « la liberté ou la mort » n'est pas une posture. Pour preuve : la violence de la répression exercée sur le Champ-de-Mars en juillet 1791 et le 10 août 1792, que la famille de l'Oncle subit cruellement dans sa chair. Cela non plus, ce courage porté par une volonté d'émancipation, le cinéma ne l'avait pas représenté, et Pierre Schœller le fait ici sans mythifier le peuple.

On reprochera peut-être au film de filer à toute allure. Il retrace en effet trois ans et demi, de juillet 1789 jusqu'à l'exécution du roi, le 21 janvier 1793, en deux heures. Forme d'exploit qui passe par certains points didactiques plus utiles que pesants, d'autant que, tout en simplifiant beaucoup, le scénario fait globalement les bons choix.

En revanche, il semble que le cinéaste, auteur du très pénétrant *Exercice de l'État* (2011) sur la dépolitisation de la politique, ait eu des difficultés à se départir de son regard d'homme du

XXI^e siècle à propos de la mort du roi. Il donne beaucoup de place aux débats qui ont agité la Convention entre les girondins et les montagnards. Retentissent les mots authentiques de Vergniaud et de Barnave d'un côté, ceux de Robespierre, de Danton et de Marat (Denis Lavant) de l'autre. Mais on sent dans la mise en scène, y compris celle de la séquence de l'exécution, qui accentue la solitude de Louis XVI (Laurent Lafitte), tragiquement démuné face à l'échafaud et à son « *bon peuple* », une sorte de conscience de notre temps réprouvant la peine de mort. Ce n'est pas un hasard si le dernier à se prononcer à la Convention est Condorcet (ce ne fut pas ainsi dans la réalité), qui affirme son opposition de principe à la peine de mort.

Un film se fait toujours au présent, même quand il est en costumes. Pierre Schœller aurait pu raconter les incessantes manœuvres antirévolutionnaires de Louis XVI, et surtout rendre davantage sensible l'extraordinaire et retentissant symbole de la chute de la monarchie, en place depuis des millénaires, qu'a représenté le vote de sa mort, bien au-delà de l'individu.

Malgré cette réserve, *Un peuple et son roi*, qui appelle un second volet racontant la Terreur, reste un film passionnant. ●

Un peuple et son roi, Pierre Schœller, 2 h 01.

Agenda

PONTONX-SUR-L'ADOUR (40) : 28 SEPTEMBRE, 19 H

« La commune, cellule de base de notre démocratie » : rencontre publique organisée par le CLRR36-45 (Comité landais de résistance et de reconquête des acquis de 1936-1945) avec Didier Brémaud (POI) et Pascale Le Néouannic (LFI).
Maison des associations, salle n° 1.

PARIS XII^e : 28 SEPTEMBRE, 18 H 30

« Avortement en Europe, les femmes décident ! » : rassemblement à l'occasion de la journée internationale pour le droit à l'avortement.
Place de la Bastille.

PARIS XIII^e : 29 SEPTEMBRE, 14 H

Fête de la Commune de Paris : concerts, théâtre, librairie et restauration.
Place de la Commune-de-Paris, angle rue de la Butte-aux-Cailles et rue de l'Espérance.



Disponible pour nous aider à tenir une table ?
Contactez l'association Pour Politis
association@politis.fr

MARSEILLE (13) : 29 SEPTEMBRE, DE 14 H 30 À 22 H

« Les 20 ans d'Attac, c'est aussi au théâtre Toursky de Marseille ! » : tables rondes avec notamment Christophe Aguiton, Geneviève Azam, Dominique Plihon et Sophie Bessis ; village des fondateurs et concerts.
Théâtre Toursky et Espace Léo-Ferré, 16, passage Léo-Ferré.

AUBERVILLIERS (93) : 30 SEPTEMBRE, 12 H

Repas de soutien au collectif de migrants Schaeffer-Colonel Fabien
Croisement de la rue Schaeffer et de l'avenue du Président-Roosevelt.

SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT (47) : 1^{er} OCTOBRE, 20 H 30

Projection du documentaire *Grande-Synthe, la ville où tout se joue*, de Béatrice Camurat-Jaud, suivie d'un débat.
Cinéma L'Utopie, rue de la Duchesse.

PARIS II^e : 2 OCTOBRE, 19 H

Meeting de solidarité et appel à la libération des prisonniers du Hirak du Rif, en présence d'Abdellatif Laâbi, Mohammed Harbi, Kamel Jendoubi, Mgr Gaillot, Michel Tubiana, Gustave Massiah et Verveine Angeli. Témoignage de Bouchra Dalouh, sœur d'un détenu.
Salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan.

AMIENS (80) : 4 OCTOBRE, 8 H

À l'appel de la CGT, rassemblement de soutien aux 850 salariés de Goodyear, à l'occasion de l'ouverture du procès contre leur employeur.
Zénith, avenue de l'Hippodrome.

Consultez l'agenda militant mis à jour régulièrement sur Politis.fr/agenda

✉ Prospérité et bas salaires

Depuis que la concurrence économique induite par la mondialisation est devenue la règle, la question se pose des moyens de maintenir une consommation populaire suffisante tout en limitant les revenus du travail, afin de rester compétitifs. Toute une série de mesures ont donc été mises en œuvre, non sans un certain succès, pour résoudre cette contradiction, leur fil directeur étant la généralisation du crédit sous toutes ses formes. Ainsi, l'autorisation de découvert des comptes courants bancaires a été banalisée, de même que

le débit différé [...]. Le crédit à la consommation sans justification, très lucratif pour les établissements prêteurs, a été offert aux pauvres au moyen de prêts dits *revolving*, renouvelables indéfiniment. Pour permettre aux étudiants [...] de consommer eux aussi, on a organisé leur endettement, spéculant ainsi sur leurs futurs revenus. Comme cela ne suffit pas toujours à relancer la machine, la numérisation vient au secours du système [...]. En résumé, pour améliorer l'ordinaire, louez donc votre appartement pendant votre absence, ou votre voiture, votre tondeuse, que sais-je encore... Vous-même, si vous le pouvez, [...] pour le plus grand

ABONNEMENT

Pour toute question, appeler le 03 80 48 95 36, ou envoyer un courrier à abonnement@politis.fr

bénéfice des plateformes dites collaboratives [...]. Il reste malgré tout des citoyens qui tentent de résister à l'épidémie de fièvre acheteuse et s'obstinent à modérer leurs dépenses [...]. Là encore, on saura les ramener dans le droit chemin du bon consommateur. Le livret A, pourtant produit d'épargne classique, favori des Français, a été sacrifié au profit de la finance (0,75 % d'intérêt pour près de 2 % d'inflation). Il n'existe plus de garantie pour les dépôts des classes populaires. Les placements proposés par les banques ? Le bon peuple n'y comprend rien, et c'est bien ainsi [...]. La Bourse ? Ce n'est pas fait pour lui, car il ne saurait être informé (ce serait catastrophique) ou, comme on dit, initié. S'il n'a pas encore compris, il faut absolument qu'il dépense tout, et même davantage, car l'inflation menace et on agite le spectre de l'austérité, voire pire, et il lui faut profiter de toutes les offres merveilleuses avant qu'il ne soit trop tard. Le système a tout prévu sauf en cas de nouveau crash bancaire.

Daniel Garcia

✉ Champions de quoi ?

Alors que plus de 1 660 postes vont être rabaissés au ministère des Sports, le monde amateur s'inquiète. [...] On est les champions en foot... mais aussi pour l'inégalité en termes d'éducation physique et sportive. L'idée de Pouria Amirshahi, dans *Politis*, de consacrer une partie des recettes du sport professionnel au sport amateur semble une piste « jouable ».

ADHÉSION À L'ASSOCIATION POUR POLITIS

15 €
pour 2018

Depuis 2006, l'association Pour *Politis*, actionnaire majoritaire de *Politis*, garantit l'indépendance du journal en réunissant lectrices, lecteurs et salarié(e)s. En 2017, grâce à ses adhérent(e)s, l'association a organisé soixante tables de vente, pris en charge des abonnements de solidarité et financé plusieurs reportages. Soutenez *Politis*, rejoignez-nous !

Valentin Gaillard, président.

Je souhaite (ré)adhérer et soutenir l'association des lecteurs et salariés de *Politis*

Mme M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal :

Ville :

Courriel (1) :

Je souhaite m'impliquer dans la promotion de *Politis* dans ma région (salons, débats, rencontres). Téléphone :

Adhésion 2018 15 €

Adhésion de soutien € à partir de 20 € et plus

Chèque à l'ordre de Pour *Politis*, à renvoyer accompagné de ce bulletin à :
Pour *Politis*, 2 impasse Delaunay 75011 Paris

Nous écrire : association@politis.fr

(1) Pour des raisons d'économie, nous n'éditions pas de « carte d'adhérent ». Le prélèvement de votre cotisation fait foi. Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre adhésion sur simple demande (voir nos coordonnées ci-dessus).

Ces informations resteront confidentielles et n'auront d'autre usage que les besoins de l'association.

Chaque mois,
avec *Le Monde diplomatique*,
on s'arrête, on réfléchit.

LA FACE CACHÉE DU CHAMPION DES VINS FRANÇAIS

Castel, l'empire qui fait trinquer l'Afrique

UNE ENQUÊTE D'OLIVIER BLAMANGIN

«**F***AMILIAL et international*» : c'est ainsi que se présente le groupe Castel, propriétaire de la chaîne de cavistes Nicolas et des marques de vin Baron de Les-tac, Vieux Papes ou encore Malesan. Internationale, l'entreprise l'est devenue au fil d'acquisitions de grandes maisons de négoce. Familiale, elle l'est restée par la maîtrise de son capital, qui place le clan Castel dans les dix pre-

mières fortunes françaises. Le fondateur, M. Pierre Castel, 91 ans, assure toujours la direction du groupe et cultive le goût du secret : très peu d'interviews, et aucune publication financière institutionnelle puisque le groupe n'est pas coté en Bourse. Il a fallu une longue enquête pour reconstituer son organigramme et évaluer ses résultats financiers, autant d'éléments dissimulés aux analystes.

Derrière le géant viticole se cache un autre empire, africain celui-là, dans la bière, les boissons gazeuses et le sucre. Moins médiatique, mais bien plus vaste, et surtout très rentable, implanté sur un continent en pleine croissance, il assure depuis trois décennies la prospérité du groupe Castel.

**... Retrouvez la suite chez votre
marchand de journaux**
ou sur www.monde-diplomatique.fr

